

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024



APPROUVÉ PAR  
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU 2 JUIN 2025



[www.institutparisregion.fr](http://www.institutparisregion.fr)

L'INSTITUT  
PARIS  
REGION

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**

Nicolas Bauquet - DG

**COORDINATION DES ÉTUDES**

Sébastien Alavoine - DG adjoint

**RÉDACTION**

Sébastien Alavoine, Jean de Gourcuff

**DIRECTION ARTISTIQUE**

Olivier Cransac

**MAQUETTE**

Agnès Charles

**ICONOGRAPHIE**

Julie Sarris

**FABRICATION**

Sylvie Coulomb

**RELATIONS PRESSE**

Sandrine Kocki

sandrine.kocki@institutparisregion.fr

**IMPRESSION**

Rivaton

Juin 2025

ISSN 3000-8328

ISSN ressource en ligne 2267-3865

ISBN 978-2-7371-2403-7

© L'Institut Paris Region

Tous droits de reproduction,

de traduction et d'adaptation réservés.

Les copies, reproductions, citations

intégrales ou partielles, pour utilisation

autre que strictement privée

et individuelle, sont illicites sans

autorisation formelle de l'auteur

ou de l'éditeur.

La contrefaçon sera sanctionnée

par les articles 425 et suivants du code

pénal (loi du 11-3-1957, art. 40 et 41).

Dépot légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2025.

**L'Institut Paris Region**

Campus Pleyad - Pleyad 4

66-68 rue Pleyel - 93200 Saint-Denis

01 77 49 77 49

www.institutparisregion.fr

# ÉDITO

Chers adhérents,

2024 a été une année charnière pour l'Institut Paris Region, qui a quitté la rue Falguière pour préparer une installation dans ses nouveaux bureaux de Saint-Denis Pleyel, opérée en janvier 2025. Mis en œuvre en un temps record, ce déménagement s'est accompagné d'un travail invisible de modernisation de son fonctionnement et notamment de son infrastructure numérique, avec un transfert de ses données au datacenter de Lognes, et l'investissement dans de nouvelles capacités de stockage et de calcul.

Une page se tourne, et une autre s'ouvre dans de nouveaux bureaux, et sur un nouveau territoire. Face à la tour Pleyel, aux pieds d'une gare appelée à devenir le centre névralgique de l'un des tout premiers réseaux de transport en commun du monde, à quelques minutes du siège de Conseil régional d'Île-de-France, sur un territoire en transformation profonde, l'IPR confirme son rôle d'accompagnement de l'ensemble des territoires franciliens, au cœur des ambitions du Grand Paris et de la première région économique d'Europe. Vous êtes les bienvenus au 66-68 rue Pleyel!

Derrière cette transformation visible, c'est bien un nouvel IPR que nous construisons, à la veille de son 65e anniversaire : un Institut tourné vers les territoires, partenaire de confiance des acteurs publics franciliens. Avec un programme partenarial organisé pour la première fois en 12 travaux qui rendent lisibles les différentes expertises des équipes, 2024 est résolument une année de transition pour L'Institut au service de ses adhérents.

À nous de continuer à faire la preuve de la pertinence de cet outil unique d'expertise mutualisée, au croisement de toutes les politiques publiques, et à toutes les échelles. Ce rapport d'activité espère y contribuer, en rendant compte de l'ensemble des travaux, outils et services déployés au service de nos membres en 2024, puisque bien sûr, pendant le déménagement, les travaux ont continué!

Merci, une fois de plus, pour votre confiance et votre soutien.

**Nicolas Bauquet**  
Directeur général de L'Institut Paris Region  
**Sébastien Alavoine,**  
Directeur général adjoint  
**Corinne Gadini,**  
Secrétaire générale



# SOMMAIRE

<b>ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, EFFETS TERRITORIAUX</b> .....	<b>4</b>
Cibler les leviers de la décarbonation .....	5
Territorialiser les effets du changement climatique, identifier les solutions. ....	7
Opérationnaliser l'économie circulaire .....	9
<b>CHOIX D'AMÉNAGEMENT</b> .....	<b>12</b>
Aménager en favorisant la nature et la biodiversité .....	13
Accompagner la transformation des espaces productifs et des filières économiques .....	15
Choisir les usages du sol dans un contexte de rareté .....	17
<b>LE QUOTIDIEN ET LES ASPIRATIONS DES FRANCILIENS</b> .....	<b>18</b>
Accompagner la transformation des modes de vie .....	19
Outiller les réponses aux crises du logement .....	21
Nourrir les réflexions sur la cohésion sociale et les enjeux emploi formation .....	22
<b>ÉQUILIBRE ET ATTRACTIVITÉ D'UNE RÉGION-MONDE</b> .....	<b>24</b>
Accompagner l'élaboration et la mise en œuvre des planifications régionales .....	25
Concrétiser le polycentrisme, changer de regard sur les ruralités .....	26
Conforter le rayonnement national et international de l'île-de-france .....	28
<b>CARTES ET DONNÉES, FORMATION ET RECHERCHE</b> .....	<b>30</b>
Cartes et données .....	31
Formation et recherche .....	32
<b>L'INSTITUT SE TRANSFORME</b> .....	<b>34</b>
<b>HORS PROGRAMME PARTENARIAL</b> .....	<b>36</b>
<b>PUBLICATIONS, RESSOURCES MULTIMÉDIAS</b> .....	<b>37</b>
<b>LES MEMBRES DE L'INSTITUT PARIS REGION</b> .....	<b>41</b>



# ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, EFFETS TERRITORIAUX

AU CROISEMENT DES DYNAMIQUES ENVIRONNEMENTALES ET TERRITORIALES, L'INSTITUT DÉPLOIE UNE EXPERTISE MULTIDISCIPLINAIRE POUR ÉVALUER L'IMPACT DES PRESSIONS CLIMATIQUES ET OPTIMISER LA GESTION DES RESSOURCES. IL ACCOMPAGNE LES ACTEURS FRANCILIENS DANS L'ÉVOLUTION DES MODÈLES ET DANS LA MISE EN ŒUVRE DE SOLUTIONS OPÉRATIONNELLES.

## CIBLER LES LEVIERS DE LA DÉCARBONATION

### BÂTI ET RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

En Île-de-France, le secteur du bâtiment représente près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre (47 %) et les deux tiers des consommations énergétiques (67 %). Afin de mieux analyser le parc résidentiel et caractériser les potentiels de rénovation énergétique, une étude exploratoire a été lancée en 2024. Celle-ci s'appuie sur deux axes principaux : les caractéristiques techniques et architecturales des bâtiments résidentiels (et leurs contraintes associées pour la rénovation) et les capacités financières des ménages qui les occupent. Plusieurs partenaires et membres de L'Institut contribuent à cette étude, en vue de formuler des recommandations à destination des collectivités sur les modes d'intervention adaptés.

L'étude de recherche du Plan urbanisme construction architecture (PUCA) sur les mutations du métier de syndic a été finalisée en 2024 avec plusieurs publications et valorisations auprès des acteurs de la filière.

Le cartoviz « Constructions bois et biosourcés » a été actualisé, intégrant plus de 150 projets recensés grâce à une enquête portée par Fibois Île-de-France. Une *Note Rapide* a permis de partager des données inédites sur le marché francilien de la construction bois et sa compétitivité au regard des autres matériaux.

### RÉDUCTION DE L'EMPREINTE DES TRANSPORTS

Après le secteur du bâtiment, les transports constituent un levier majeur de réduction des émissions de GES en Île-de-France. L'Institut a poursuivi ses travaux sur la mobilité durable, en collaboration avec de nombreux partenaires. En lien avec SNCF Transilien, une *Note Rapide* a été publiée sur la mobilité loisirs et le tourisme, quatrième publication d'une série dédiée aux atouts du mass transit initiée en 2020. Par ailleurs, L'Institut a renforcé son engagement européen avec la poursuite du projet Horizon Europe UPPER, aux côtés de 50 partenaires, sur l'innovation en matière de transports publics durables, avec Versailles Grand Parc comme territoire pilote.

Fin 2024, L'Institut a également remporté

le projet CHESS (Interreg Europe), consacré au partage de bonnes pratiques pour l'élaboration de plans de mobilité décarbonée.

Plusieurs publications ont par ailleurs enrichi les réflexions régionales : une synthèse de six ans de travaux sur les voies rapides multimodales pour décarboner et désengorger le réseau routier ainsi qu'une analyse sur la décarbonation du transport fluvial de marchandises, soulignant les enjeux pour la flotte, les ports et les objectifs Zéro Émission Nette à horizon 2050. Deux *Notes Rapides* sur la mobilité électrique ont été publiées : l'une sur le marché du véhicule électrique et les bornes de recharge en voirie, l'autre sur l'intégration avec les *smart grids*, issue du projet européen CLEANMOBILEENERGY (clôturé en 2023). Enfin, une étude menée avec l'EPT Terres d'Envol a exploré le potentiel de report modal du fret routier vers le ferroviaire à l'échelle locale, enrichie par une enquête auprès des grands émetteurs de trafic poids lourds du territoire.

### APAISEMENT DES AUTOROUTES

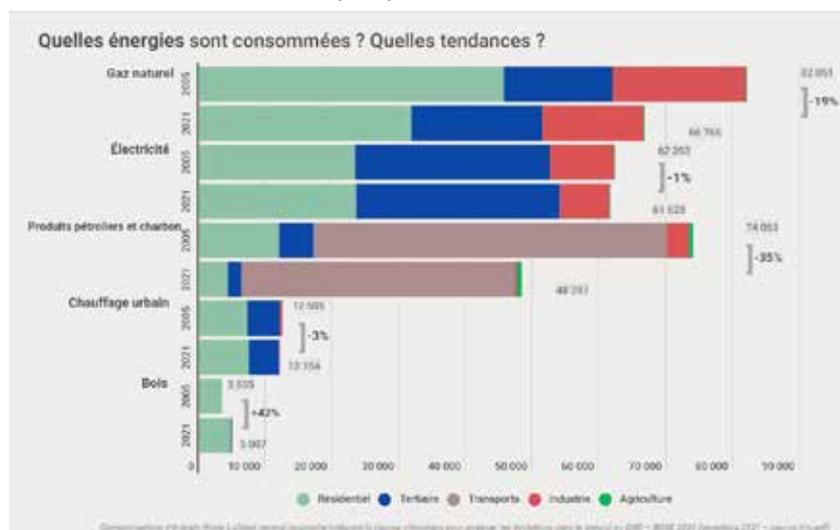
L'Institut a poursuivi l'accompagnement d'Est Ensemble sur le thème de l'apaisement des autoroutes en lien avec la ville de Paris, la métropole du Grand Paris, la direction des Routes d'Île-de-France (DIRIF), Île-de-France Mobilités, le département de Seine-Saint-Denis

et l'EPT Plaine Commune. Ces travaux ont abouti à cinq ateliers donnant lieu à des scénarios d'apaisement à l'horizon 2026-2050, à l'appui technique à l'organisation d'une visite d'étude avec les élus dans la métropole de Lyon et à la rédaction du Plaidoyer d'Est Ensemble « Pour en finir avec les fractures urbaines » (décembre 2024).

### REDYNAMISATION DU ROSE

Le ROSE (Réseau d'Observation Statistique de l'Énergie et des Émissions de GES) a poursuivi son développement avec la mise à jour des inventaires 2021 des consommations d'énergie et émissions de GES, ainsi que des données de production énergétique 2022. Ces données, fournies notamment par Ergatif, ont été diffusées via un tableau de bord régional, intégrées à l'outil Énergif, et présentées lors d'un webinar annuel. En 2024, Énergif a bénéficié d'une mise à jour à l'échelle des EPCI, prenant en compte les particularités de l'année 2021, encore marquée par les effets de la pandémie. Les données issues de cet exercice constituent la référence régionale pour la révision du Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) ainsi que pour l'élaboration des PCAET. Afin d'accompagner les territoires dans l'appropriation de ces données, de nombreuses extractions ont été réalisées à la demande des acteurs locaux.

### CONSUMMATIONS ÉNERGÉTIQUES (2021)





Antoine Meyer / Institut Paris Region

### MONTÉE EN PUISSANCE D'OFELIF

Mandaté par l'État et la Région, L'Institut a animé l'Observatoire Fret et Logistique en Île-de-France (OFELIF). Le site web, lancé en 2024, propose des ressources, indicateurs et cartographies interactives, enrichis d'une nouvelle donnée sur la distribution de colis. Une série d'études sectorielles a été lancée, dont une première publication sur la filière logistique des grandes enseignes alimentaires.

### ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES

Dans la continuité des plans de sobriété de l'État et des collectivités, la Fabrique francilienne de la sobriété a poursuivi ses travaux à travers plusieurs ateliers et une conférence annuelle. Après une première expérimentation collective en 2023, les villes d'Argenteuil et de Chaville ont bénéficié en 2024 d'un accompagnement individualisé. À Chaville, un

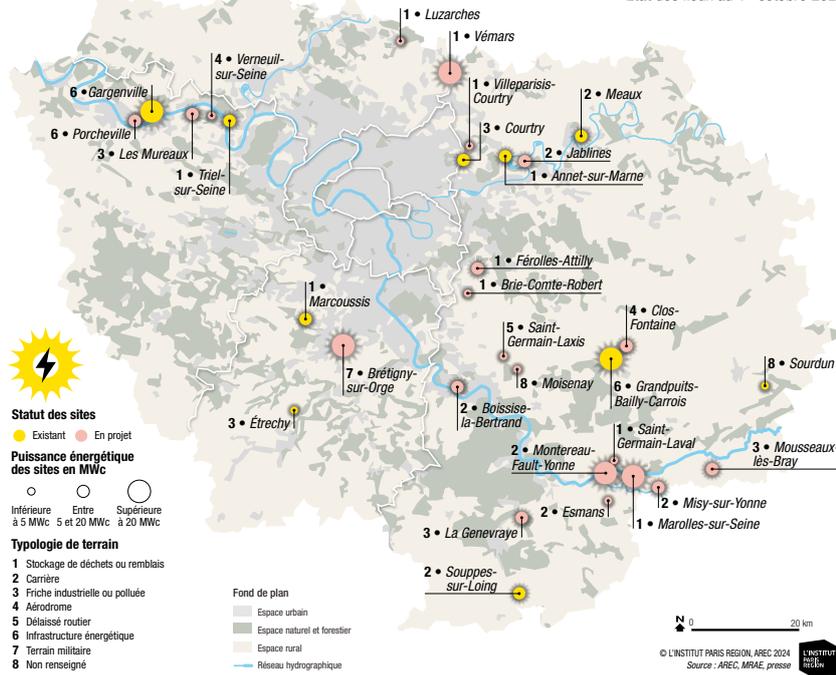
diagnostic a été mené sous forme de marche sensible sur un quartier, tandis qu'à Argenteuil, plusieurs ateliers ont permis de cartographier les pratiques de sobriété au centre-ville et de formuler des recommandations adaptées.

### ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE RÉCUPÉRATION

Le dispositif « Les Générateurs Île-de-France », financé par l'ADEME et coordonné par l'AREC, a été poursuivi en 2024 avec l'appui de ses partenaires, en accompagnant le développement de projets solaires photovoltaïques des collectivités. Un travail de consolidation de la connaissance des installations, des projets en cours et des gisements potentiels (parkings, bâtiments logistiques, friches, etc.) a été mené.

En parallèle, L'Institut a poursuivi l'animation des filières bois-énergie, méthanisation et hydrogène à travers des rencontres, ateliers, visites et publications. Les bilans annuels de production et de projets réalisés viennent enrichir la connaissance des filières et alimenter les orientations des schémas régionaux (SRCAE) et des PCAET.

**Centrales solaires photovoltaïques au sol, existantes et en projet**  
État des lieux au 1<sup>er</sup> octobre 2024



### APPUI AUX TRAVAUX DE LA COP ÎLE-DE-FRANCE

Une analyse des tableaux « Mondrian » établis par le SGPE a été conduite au printemps 2024 pour les services de la Région et pour les services de l'État en région (DRIEAT, DRIAFAF). L'Institut a participé aux différents groupes techniques et a produit des notes de synthèse.

## TERRITORIALISER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, IDENTIFIER LES SOLUTIONS

### ANALYSES MULTICRITÈRES DES RISQUES

Face à l'intensification des aléas climatiques et à la complexité croissante des vulnérabilités urbaines, L'Institut développe depuis plus de dix ans une expertise de référence en matière de territorialisation des risques, avec une attention particulière portée à la chaleur urbaine et aux différents types d'inondations. Le projet de recherche Heat and Health in Cities (H2C) a ainsi permis la création d'une Plateforme d'Analyses Multicritères (PAM), socle d'un futur service climatique opérationnel. Enrichie d'indicateurs scientifiques et construite avec les parties prenantes via des ateliers, ce dispositif facilite l'appropriation des connaissances à travers des outils pédagogiques. Les résultats seront présentés lors d'un symposium en octobre 2025.

### CHALEUR EN VILLE ET RISQUE INCENDIE

L'Institut a actualisé et consolidé ses référentiels scientifiques sur la chaleur urbaine (IMU, LCZ, ICU), valorisés dans le rapport « Adapter l'Île-de-France à la chaleur urbaine » et via le Cartoviz Chaleur en ville. Il a également produit la première cartographie régionale des abris climatiques accessibles en moins

de 10 minutes, intégrée dès 2024 dans le service Île-de-France Smart Services (ISS).

Plus largement, L'Institut outille les territoires face aux risques émergents. Il a coproduit, avec le CNPF et à la demande de la DRIAAF, un atlas régional des massifs forestiers à risque d'incendie, incluant cartographie fine, méthodologie et propositions de classement OLD. Parallèlement, des travaux sur le risque de retrait-gonflement des argiles (RGA) ont permis la création d'un tableau de bord régional et de cartographies locales, notamment dans le cadre de l'AMI TACCT (Ademe).

### INONDATIONS

Le risque de ruissellement a été modélisé à l'échelle territoriale via le modèle CCR, en cours d'expérimentation en Seine-et-Marne. Le Cartoviz Zones Inondées Potentielles a été enrichi (ZIP+, vallée de l'Yerres, vulnérabilité ferroviaire), et un appui a été apporté à l'État dans le cadre de la nouvelle stratégie inondation francilienne 2023-2028 (SLGRI), notamment par des indicateurs de population exposée.

L'Institut s'attaque aussi aux risques liés à la dégradation écologique. Un inventaire exhaustif des rivières disparues ou altérées d'Île-de-France, mené avec

une dizaine de partenaires, a identifié 586 km de linéaires affectés, désormais intégrés à la cartographie du SDRIF-E. Dans le SDRIF-E, nous représentons sur la carte réglementaire 331 km de cours d'eau busés ou canalisés. Ce travail se poursuit en partenariat avec le PIREN Seine dans une logique de renaturation. Par ailleurs, un retour d'expérience sur la gestion des eaux pluviales en ville est en cours, structuré autour d'une story map interactive et d'un financement sollicité auprès de l'Agence de l'eau Seine-Normandie (2025).

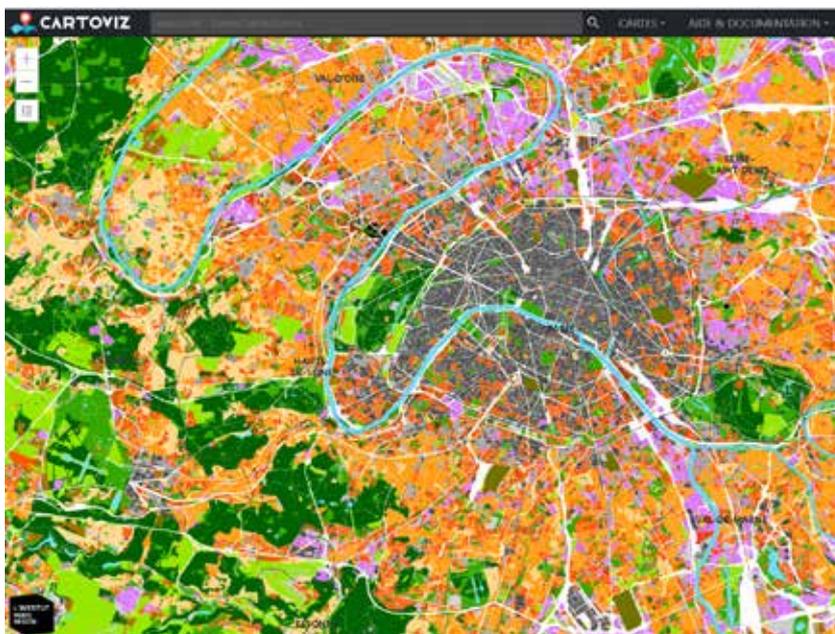
Enfin, dans le cadre du PRACC, L'Institut accompagne le Cerema dans une étude sur la résilience du réseau ferroviaire francilien, croisant expertise technique et approche systémique avec IDFM, RATP et SNCF, afin d'identifier des leviers d'action concrets à court et moyen termes.

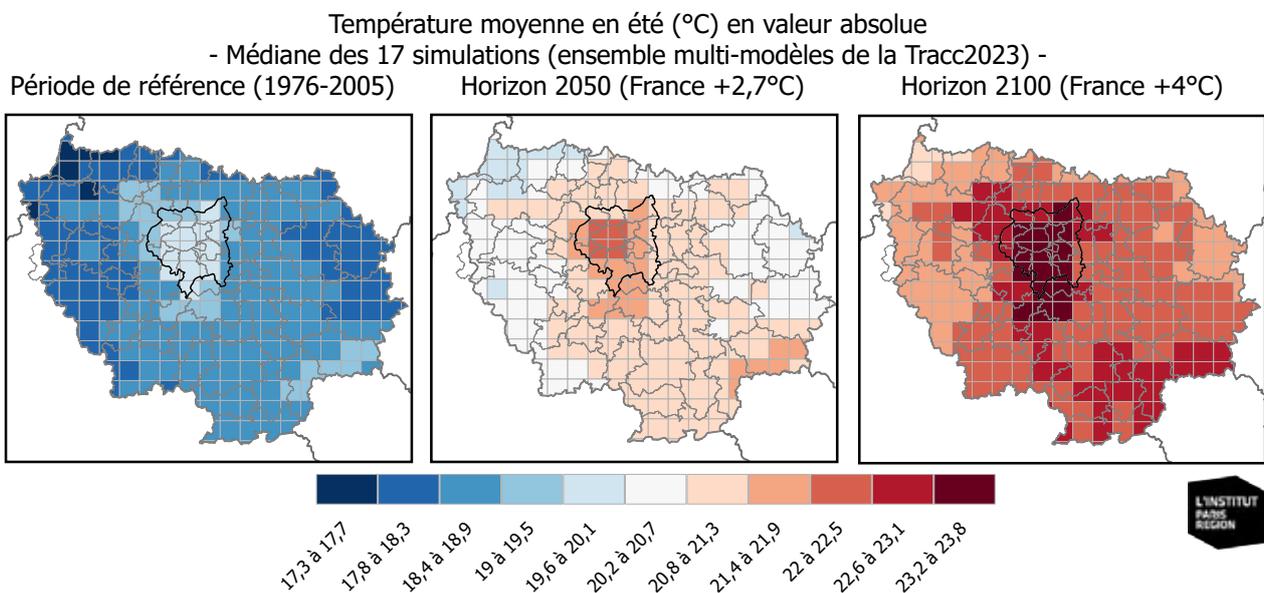
### FILIÈRES ÉCONOMIQUES

Dans le cadre du SRDEII et du PRACC, L'Institut mène une étude sur la sensibilité du tissu économique face au changement climatique. Elle comprend trois volets : une approche introductive sur la connaissance des aléas climatiques dans la région, une approche territoriale micro (territoires tests) et une approche par grands secteurs en distinguant les catégories d'effets en fonction des types d'aléas (actifs physiques, processus de production, conditions de travail...).

### SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE

Face aux effets du changement climatique, l'ARB îdF renforce ses travaux sur les solutions fondées sur la nature (SfN), articulant recherche, retours d'expérience et animation de réseaux d'acteurs. À Gonesse, le suivi écologique engagé depuis 2020 illustre les bénéfices de ces approches, avec un point d'étape réalisé en 2024 et un retour d'expérience prévu en 2025. Une thèse Cifre menée avec le MNHN sur les impacts conjoints de l'urbanisation et du climat sur la flore francilienne a livré ses premiers résultats lors de colloques nationaux. Dans le cadre du projet Life ARTISAN, L'Institut a poursuivi l'animation du groupe régional et le suivi des sites pilotes. Le Défi « Arbres de demain », lancé avec le Cluster EMS,





**Écart de température moyenne en été (°C) par rapport à la référence (1976-2005)**  
- Minimum, Médiane, Maximum des 17 simulations (ensemble multi-modèles de la Tracc2023) -

a mis en lumière l'intérêt du végétal local pour l'adaptation climatique. Enfin, l'étude ZEBU explore les effets croisés d'un aménagement hydraulique sur la biodiversité urbaine.

**SENSIBILISATION ET ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES**

En partenariat avec l'ADEME, L'Institut a accompagné des collectivités lauréates de la première édition de la démarche TACCT (Trajectoires d'adaptation au changement climatique des territoires):

organisation d'ateliers de sensibilisation sur les ICU et solutions d'adaptation fondées sur la nature, production de données et cartographies des aléas climatiques, animation d'un atelier ClimatStory. Il a également été mobilisé pour le jury de la deuxième édition.

L'Institut poursuit son partenariat avec le GREC francilien, autour des projections climatiques régionales et infra-régionales, des scénarios d'optimisation des infrastructures vertes et de leurs effets. Enfin, L'Institut a participé aux 45<sup>es</sup> Rencontres de la FNAU à Saint-Omer

« Espace(s) public(s) en débat(s) » en apportant une contribution importante à l'atelier « Marche à l'ombre et les pieds au sec »: travail inter-agences (Saint-Omer, Avignon, L'Institut), comité de pilotage, appui au montage (interventions, déroulé), valorisation des travaux de l'Institut sur la chaleur en ville et sur les inondations.

**PRÉFIGURATION D'UN OBSERVATOIRE SUR L'ADAPTATION**

Dans le cadre du Plan Régional d'Adaptation au Changement Climatique (PRACC) adopté en 2022, L'Institut porte plusieurs actions structurantes. En 2023, une étude a permis de poser les bases d'un observatoire de l'adaptation au changement climatique, action prioritaire du PRACC, du SRCAE et du PRSE4. En lien avec la Région et de nombreux partenaires, la création d'un centre de ressources a été engagée, tandis que l'Institut a répondu à l'appel à projets européen Pathways2Resilience pour soutenir le développement des données du futur observatoire, prévu pour une phase opérationnelle en 2025.

Le partenariat avec le GREC francilien alimente également cette dynamique, L'Institut y jouant pleinement son rôle de « passeur de recherches ».



## OPÉRATIONNALISER L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

### OBSERVATION ET SUIVI DE L'ÉVOLUTION DU SECTEUR DES DÉCHETS

Le bilan sur l'activité des installations de traitement des déchets non dangereux et inertes en 2022 a été lancé en mars 2023. Il s'est poursuivi en 2024 avec l'exploitation et la restitution des données. Ce bilan concerne plus de 500 installations de traitement des déchets hors déchets dangereux en provenance des ménages, du secteur du BTP ou d'autres activités situées en Île-de-France. L'enquête a donné lieu à la publication de plusieurs notices du socle d'observation de l'ORDIF sur les déchets de construction : *Les déchets inertes en Île-de-France – Données 2022*, novembre 2024 et *Les déchets du BTP en ÎdF – Données 2022*, décembre 2024

Une rencontre technique a été organisée en janvier, consacrée à l'observation du traitement avec un focus sur les nouveaux plafonds de capacité pour les déchets résiduels (incinération et enfouissement).

Les indicateurs régionaux construits à partir des données 2022 issues de l'enquête annuelle déchets ménagers et assimilés (DMA) réalisée en 2024 ont pu être publiés sous forme de notice du socle d'observation de l'ORDIF : *Les déchets ménagers et assimilés en Île-de-France, données 2022*. Il s'agit d'un diaporama synthétique présentant les chiffres clés, le tableau descriptif de chaque flux, les évolutions des ratios et tonnages depuis 2000, la situation vis-à-vis des objectifs réglementaires.

En 2024, l'ADEME a confié à l'ORDIF une enquête spécifique sur la mise en place du tri à la source des déchets demandée par le ministère de la transition écologique. La loi AGEC de février 2020 donnait en effet jusqu'au 31 décembre 2023 aux collectivités exerçant la compétence collecte le soin d'offrir aux ménages une solution de tri des biodéchets à la source. Les résultats de cette enquête anticipée sur les déchets alimentaires ont été présentés lors de la rencontre technique annuelle sur les déchets ménagers le 21 mai 2024 comportant un focus sur le tri des déchets alimentaires.

Parallèlement, la carte interactive de l'organisation institutionnelle de la gestion des déchets a été mise à jour à 2023 au premier trimestre (cartoviz).

Enfin, l'observation annuelle des déchets dangereux a fait l'objet de deux travaux. D'une part, les données sur la production et le traitement des déchets dangereux ont été mises à jour à partir du traitement de la Base de Données du Registre des Émissions Polluantes (BDREP). Le bilan des données 2022 a été publié sous la forme d'une notice du socle d'observation sur le site de l'ORDIF en décembre 2024. D'autre part, les données transmises par les filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) concernés par les déchets dangereux ou professionnels ont été actualisées : DEEE, piles, VHU, DDS, mobilier (regroupé avec mobilier ménager), etc. L'ensemble des filières ont fait l'objet d'une mise à jour des bases de données régionales, notamment en vue de l'alimentation du rapport de suivi du PRPGD.

### ANALYSE DU MÉTABOLISME RÉGIONAL

Un bilan de flux de matières régional avait été réalisé pour la première fois pour l'élaboration du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) et de la stratégie régionale de l'économie circulaire (SREC), sur la base de données 2015. Ce bilan a été actualisé et approfondi (ajout de nouveaux flux, précision des origines destinations et du lien avec les émissions de GES lorsque c'était possible) sur la base des données les plus récentes disponibles, grâce à l'appui du bureau d'études CitéSource. Le rapport final, « Le métabolisme de

la région Île-de-France en 2021 : mise à jour du bilan de flux de matières francilien et modélisation de flux ciblés », a été publié en octobre 2024. Il se concentre sur plusieurs flux ciblés : eau, énergie, matériaux de construction et déchets de chantiers, flux alimentaires, déchets organiques (et leur contenu en azote et phosphore), stocks et flux de véhicules et d'équipements. Dans la continuité de ces travaux, une *Note rapide* n° 1018 « Transformation du métabolisme régional : l'Île-de-France est-elle plus circulaire qu'avant ? » a été publiée en décembre 2024. Une interview croisée a été réalisée sur les apports des études de métabolisme.

Une étude sur les emprises foncières nécessaires au métabolisme régional a été entreprise, dans l'objectif de préserver ces espaces, souvent difficiles à dégager dans la zone dense, mais indispensables à la transition écologique et énergétique. Une première phase accélérée a permis d'alimenter la carte réglementaire du SDRIF-E « Développer l'indépendance productive régionale », ainsi que la quantification de l'enveloppe foncière régionale dédiée à la transition environnementale. Le rapport d'études sera publié en 2025.

La base de données géolocalisée des fonciers potentiels dédiés aux plateformes de réemploi des matériaux de construction a été développée. À l'initiative de la MGP, une convention de partenariat tripartite a été signée avec l'APUR et L'Institut pour consolider cette base



de données partagée, les deux agences disposant de données complémentaires sur ce sujet.

Enfin, une thèse professionnelle consacrée à « L'urbanisme à l'épreuve du métabolisme territorial » interroge l'apport des travaux sur le métabolisme urbain aux outils de planification territoriale. En 2024, le plan détaillé de la thèse a été élaboré et plusieurs chapitres ont été rédigés : « Genèse, cadrage et

conduite d'une thèse embarquée », « Transformer le poids de l'urbain par l'action de l'urbanisme ».

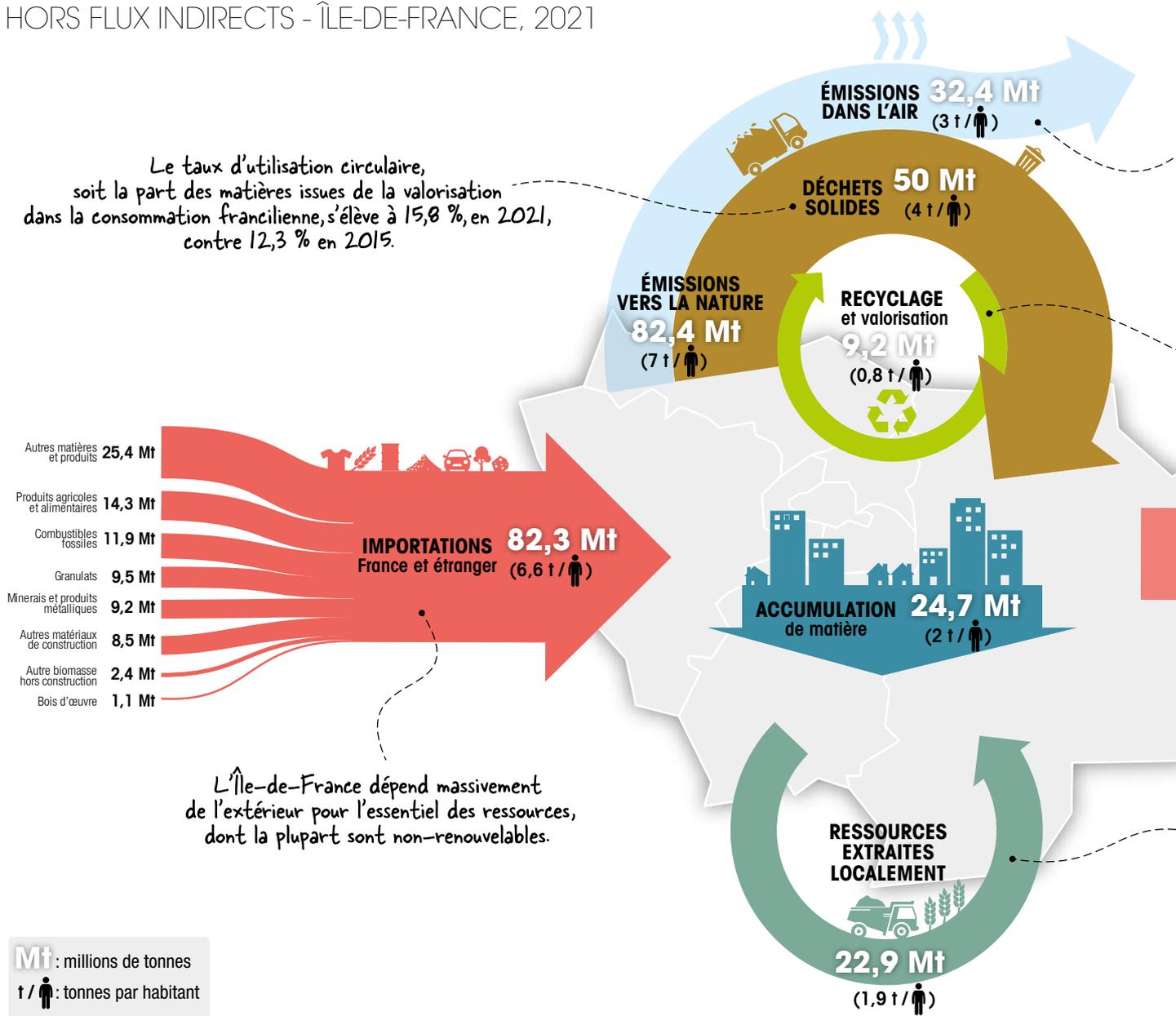
### ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS

Dans le cadre de l'observation des coûts du service public de gestion des déchets, l'ORDIF accompagne les collectivités dans l'utilisation de la matrice coût. Pour favoriser une meilleure appropriation

de cet outil et renforcer le réseau des acteurs autour de la thématique, l'ADEME Île-de-France a confié à l'ORDIF le soin de suivre les actions du prestataire, favoriser les contacts avec les collectivités franciliennes et exploiter les données collectées. L'année 2024 a permis d'organiser plusieurs événements contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs de taux de couverture des collectivités par une matrice des coûts. 70 % des

## BILAN DE FLUX DE MATIÈRES\* HORS FLUX INDIRECTS - ÎLE-DE-FRANCE, 2021

Le taux d'utilisation circulaire, soit la part des matières issues de la valorisation dans la consommation francilienne, s'élève à 15,8 %, en 2021, contre 12,3 % en 2015.



\* Les flux d'équilibrage ne sont pas indiqués dans l'infographie.

collectivités franciliennes bénéficient ainsi d'une matrice récente validée. Un webinaire a été organisé le 1<sup>er</sup> mars 2024 pour présenter l'animation régionale sur les coûts. Son replay est disponible et a été diffusé aux territoires. L'ORDIF contribue également à l'organisation et animation de journées d'analyses entre techniciens qui sont prévues dans le cadre du marché d'accompagnement régional. Une rencontre technique a été



Émissions de gaz à effet de serre  
et polluants hors émissions issues  
du traitement des déchets

Malgré une amélioration visible depuis 2015,  
le recyclage demeure faible au regard  
des quantités de ressources consommées.  
Sans réduction de la consommation,  
il ne pourra jamais couvrir tous les besoins  
de la région mais peut y contribuer  
de manière non négligeable.

**EXPORTATIONS 44,2 Mt**  
France et étranger (3,6 t / )

L'extraction locale, déjà en régression,  
ne représente qu'une légère partie  
de la consommation intérieure.

organisée en décembre avec un focus sur l'impact économique de la mise en place du tri des déchets alimentaires. Plusieurs actions ont par ailleurs été entreprises dans le cadre de la Communauté des territoires circulaires, impulsé par la région Île-de-France, en particulier la mise à jour de la base de données des démarches d'économie circulaires des collectivités et l'organisation de plusieurs ateliers thématiques et méthodologiques sur la construction de démarches territoriales d'économie circulaires.

Par ailleurs, une étude expérimentale de métabolisme territorial a été menée pour favoriser l'engagement des parcs naturels régionaux franciliens dans l'économie circulaire. L'Institut a exploré les apports potentiels de méthodes ascendantes à partir de remontées d'observations de terrain et de données locales, avec les PNR franciliens. Le rapport d'étude a été publié en septembre 2024. Une formation « Bâtir l'aménagement circulaire » a été organisée dans le cadre des « Essentiels » de L'Institut Paris Region en novembre 2024 et du partenariat avec FNE Île-de-France en septembre 2024.

### CYCLE DE L'AZOTE

L'Institut a accueilli un chercheur en post-doc pendant 6 mois (3 mois sur 2024, 3 mois sur 2025) pour identifier les territoires les plus favorables à la mise en place de telles chaînes de valeur avec des bénéfices multiples (assainissement écologique, réduction de la dépendance aux engrais de synthèse, adaptation au

changement climatique...). La story map (récit cartographique) « Toilettes fertiles. Séparation à la source des excréments : panorama et retours d'expériences » a été publiée, en partenariat avec l'équipe OCAP (LEESU, École des Ponts ParisTech) et l'Agence de l'eau Seine Normandie, en mars 2024. L'Institut est ainsi au centre des retours d'expérience sur l'adaptation de la collecte sélective des excréments aux différents contextes urbains, au niveau national.

### BIOÉCONOMIE

Le lancement de travaux par le service ruralité et bioéconomie de la Région en partenariat avec L'Institut vise à établir un diagnostic prospectif et partagé sur le sujet en Île-de-France, et de formuler des propositions et recommandations à l'attention des élus de la Région. L'Institut a été mobilisé de manière transversale (avec ses départements Environnement, Économie, Aménagement, Biodiversité, Énergie-Climat, Déchets, Santé). Un groupe de travail interne a rédigé une note de cadrage destinée à être partagée avec les services de la Région pour alimenter une feuille de route. Un diagnostic partagé sera réalisé en 2025, dans le cadre de 3 ateliers interservices alimentés par les travaux de L'Institut.



Pierre-Wes Brunaud/L'institut Paris Region

# CHOIX D'AMÉNAGEMENT

DE LA DÉFINITION DES POLITIQUES FONCIÈRES AUX ORIENTATIONS OPÉRATIONNELLES, L'INSTITUT APPUIE LES COLLECTIVITÉS DANS LA CONSTRUCTION DE LEURS PROJETS DE TERRITOIRE ET LEURS STRATÉGIES ÉCONOMIQUES. IL MET EN RELATION LES ÉCHELLES, LES OUTILS ET LES ACTEURS POUR PENSER DES AMÉNAGEMENTS PLUS SOBRES, ADAPTÉS ET COHÉRENTS AVEC LES ENJEUX DU SDRIF-E, DU ZAN ET DES TRANSITIONS À L'ŒUVRE.

## AMÉNAGER EN FAVORISANT LA NATURE ET LA BIODIVERSITÉ

### QUARTIERS DURABLES

Dans le cadre de la dernière session du dispositif régional « 100 quartiers innovants et écologiques », L'Institut Paris Région a réalisé un bilan des quartiers lauréats. Ce bilan, prévu pour le premier semestre 2025, repose sur six réunions de travail avec la Région et s'appuie sur diverses productions d'analyse.

Par ailleurs, L'Institut a accompagné l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « Quartiers métropolitains d'innovation », porté par la Métropole du Grand Paris et piloté par Paris&Co. En 2024, six villes ont été lauréates (Aubervilliers, Argenteuil, Athis-Mons, Issy-les-Moulineaux, Fontenay-sous-Bois et Sucy-en-Brie) et ont fait l'objet d'un diagnostic pour chacun des quartiers concernés dans le cadre d'ateliers d'intelligence collective (« cartes sur table ») et d'entretiens avec les partenaires locaux. L'Institut a produit un rapport de synthèse pour aider à la sélection des porteurs de projets, organisé des « marches sensibles » avec ces derniers et les acteurs locaux de l'innovation et réalisé des cartes sensibles.

### ESPACE PUBLIC ET OPTIMISATION DU STATIONNEMENT

En 2024, L'Institut a effectué pour le compte de la Métropole du Grand Paris (MGP) un travail de repérage automatique des places de stationnement automobiles sur chaussée, qui en application de la loi LOM, doivent être supprimées quand elles se situent à 5 mètres d'un passage piéton. Ces emplacements représentent un potentiel de surface mobilisable pour des aménagements de sécurisation et pour d'autres usages, comme des stationnements vélo ou de la végétalisation de l'espace public.

### ACCOMPAGNEMENT DE DÉMARCHES D'AMÉNAGEMENT FAVORISANT UN ENVIRONNEMENT APAISÉ

En 2024, L'Institut a poursuivi son accompagnement du territoire d'Est Ensemble dans le cadre du projet du Parc des Hauteurs et du Grand Chemin. Il a notamment analysé les mutations du bâti diffus vers l'habitat entre 2013 et 2022 dans le périmètre de l'OAP « Parc des Hauteurs », sous forme d'un poster-dépliant. L'Institut a également contribué



à l'étude du Grand Chemin, au nord du canal de l'Ourcq (atelier ENSP), et participé à des actions de valorisation avec Est Ensemble et ses partenaires.

La démarche « Projets pilotes pour une Métropole Nature » s'est poursuivie en 2024, avec notamment la publication d'un rapport sur la Coulée verte Bièvre-Lilas (en partenariat avec le département du Val-de-Marne) et d'une *Note rapide* sur le Parc naturel urbain des Trois Vallées (n° 1014), incluant une mise à jour du cartoguide. Deux études exploratoires de continuités écologiques, paysagères et de mobilités douces inscrites au SDRIF-E

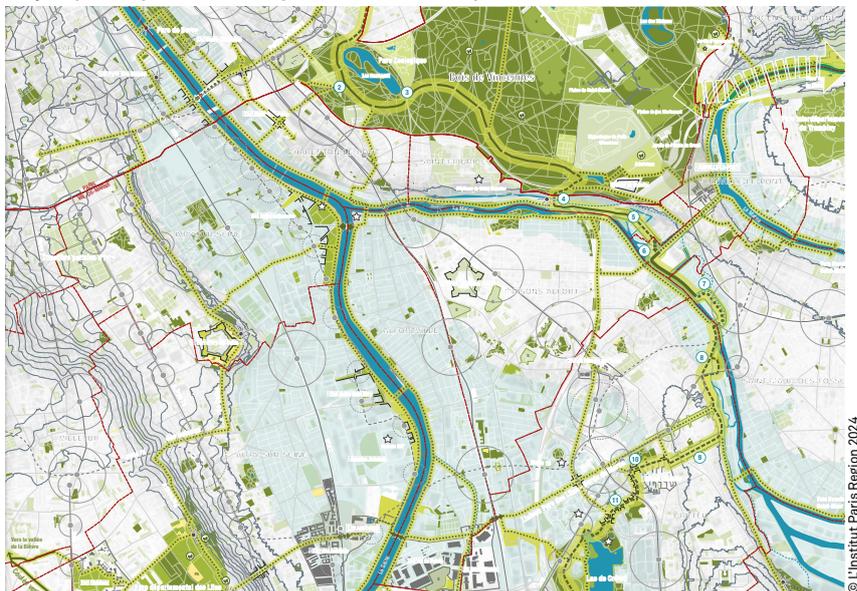
ont été réalisées : la « Continuité Bièvre-Lilas – Végétale » et la « Continuité Lac de Créteil – Bois de Vincennes (Paris) » (cartoguides). Enfin, L'Institut a appuyé la Région pour l'organisation et l'animation de l'Atelier Paysages Possibles/Change Plus et à l'agence Île-de-France Nature pour l'identification de continuités vertes à prioriser.

Engagée en 2024, la mise à jour de la base de données des espaces verts et boisés ouverts au public permettra notamment d'alimenter la réflexion sur les objectifs à atteindre pour réduire la carence en espaces verts et de caractériser les pressions que subissent ces espaces et sur les changements de pratiques par le prisme de la gestion différenciée et/ou écologique.

### CARRIÈRES SOUTERRAINES

De nombreuses carrières souterraines ont été exploitées pour prélever des matériaux de construction, notamment à Paris et en première couronne. Ces carrières aujourd'hui abandonnées peuvent induire des risques souterrains, cependant elles ont aussi permis la sanctuarisation d'espaces de nature par la fragilité des terrains. Le rapport d'étude « Les anciennes carrières souterraines en Île-de-France, entre risques et opportunités d'aménagement », ainsi que la story map

### CONTINUITÉ VERTE PARIS - PLATEAU DE BRIE LIAISON BOIS DE VINCENNES - LAC DE CRÉTEIL Projets pilotes pour une métropole nature. Étude exploratoire





(récit cartographique) « Mouvement de terrain. 150 ans d'espaces verts aménagés sur les zones d'anciennes carrières en Île-de-France » ont été publiés en septembre 2024.

### ACCOMPAGNEMENT ET SENSIBILISATION DES TERRITOIRES EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ

L'Agence régionale de la biodiversité en Île-de-France (ARB îdF) accompagne les communes et intercommunalités franciliennes vers la reconnaissance de leurs projets en faveur de la biodiversité à travers le dispositif national Territoires Engagés pour la Nature (TEN). En 2014, 14 collectivités ont été désignées TEN, dont la moitié de renouvellements et l'autre de nouveaux arrivants, portant à 112 le nombre total de collectivités reconnues de 2021 à 2024. L'ARB a pré-instruit les dossiers techniques déposés dans le cadre des dispositifs financiers des partenaires. Deux cycles de webinaires ont été lancés : « Les Fausses bonnes idées », comprendre pour mieux agir et « Un jour, un taxon » pour mieux comprendre le vivant.

Le concours Capitale française de la biodiversité, ouvert depuis 2010 aux communes et intercommunalités françaises, poursuit des objectifs de pédagogie (inspirer les élus et agents), de transversalité (encourager les coopérations entre services), de valorisation (par les trophées et événements), et de partage des bonnes pratiques (via des recueils, webinaires et visites de terrain).

### TRAVAUX SUR LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES URBAINES

Depuis 2023, l'ARB îdF collabore avec ARP-Astrance à la production d'indicateurs de connectivité écologique urbaine basés sur la théorie des graphes, avec la mise en œuvre de plusieurs cas d'application pour cet outil. Ce projet repose sur un partenariat de recherche impliquant 5 collectivités franciliennes (Aulnay-sous-Bois, Chaville, Gennevilliers, Marne et Gondoire, et Saint-Germain-en-Laye) ainsi qu'une entreprise (CDC Habitat Île-de-France). L'ARB îdF a apporté son expertise pour aider ARP-Astrance à définir des espèces cibles et des habitats urbains pertinents pour la modélisation des continuités écologiques, notamment les trames verte et turquoise.

### OUTILLAGE DE LA CONNAISSANCE DES ESPÈCES

L'ARB îdF a consolidé la base de données naturalistes francilienne, atteignant 3 340 000 occurrences fin 2024. 21 fichiers ont été formatés et validés, permettant l'intégration de près de 100 000 données. Deux sessions de formation à GeoNat îdF ont été organisées (47 participants), ainsi que 3 sessions de formation aux protocoles POP et à la prise en main des modules de saisie, dont une à destination des agents d'Île-de-France Nature (48 participants).

Par ailleurs, l'ARB îdF a publié un article afin de documenter l'influence des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité francilienne sans toutefois focaliser sur une espèce particulière ni apporter de solutions techniques

universelles, la gestion de ces espèces nécessitant toujours une analyse locale. Cet article a été valorisé dans le cadre d'un webinaire du cycle « les fausses bonnes idées » organisé par l'ARB îdF en mars 2024.

En 2024, l'ARB îdF a travaillé à l'élaboration du fascicule de la Liste rouge régionale des poissons d'Île-de-France qui sera publié au cours du premier semestre 2025. Une Note Rapide de la LRR des amphibiens et reptiles d'Île-de-France, a été réalisée.

### GUIDE AGRICULTURE ET BIODIVERSITÉ

Au début de l'année 2024, un guide « Agriculture et biodiversité » a été édité. La communication sur ce guide a été lancée à l'occasion du webinaire du 30 avril, intitulé « Comment les agriculteurs favorisent et mobilisent le vivant? », coorganisé avec l'association Agrof'Île.

Plus globalement, l'ARB îdF a accompagné tout au long de l'année des acteurs comme Agrof'Île, le Groupement des agriculteurs biologiques d'Île-de-France, Terre et Cité, Cœur d'Essonne agglomération/Syndicat de l'Orge (projet Sésame), pour une expertise ou des actions de pédagogie/sensibilisation. L'ARB îdF a été invitée à tenir un stand au Festival de la Terre des Jeunes agriculteurs de Seine-et-Marne le 12 septembre 2024.

### ÉTUDES SUR LES CIMETIÈRES

L'ARB îdF a lancé en 2020 une étude de la flore spontanée, des pollinisateurs sauvages, des oiseaux, des micromammifères et des chauves-souris portant sur un échantillon large de 45 cimetières franciliens. Finalisée en 2024, l'étude a permis d'améliorer la connaissance de la biodiversité sur ces espaces et d'impliquer les gestionnaires et décideurs dans la transition des pratiques de gestion, vers le zéro pesticide total.

Le Club des paysagistes franciliens a été réuni le 8 novembre 2024, s'appuyant notamment sur les études « Promenons-nous dans les cimetières » et « Cimetières vivants ». Il s'est poursuivi par un atelier portant sur la possibilité de transformer un cimetière ancien en cimetière-parc.

# ACCOMPAGNER LA TRANSFORMATION DES ESPACES PRODUCTIFS ET DES FILIÈRES ÉCONOMIQUES

## SITES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Les sites d'activités économiques (SAE) franciliens recouvrent un large spectre de solutions d'installation d'entreprises et accueillent des activités répondant à des besoins locaux, régionaux ou internationaux. Avec l'étroite association des collectivités territoriales franciliennes, la base de données des SAE a été mise à jour en 2024 avec le développement de thématiques sur l'immobilier d'entreprise : zones d'activités, industries, bureaux, commerces, emprises logistiques...

## RÉGÉNÉRATION DES SURFACES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Avec le soutien de Grand Paris Aménagement, L'Institut a poursuivi en 2024 le prototypage d'un outil qui analyse les risques d'obsolescence des zones d'activités économiques (ZAE). Deux territoires tests ont été identifiés : la CA des Pays de Meaux (test réalisé en 2024) et la CA Cœur D'Essonne. L'Institut a en outre mis en place en 2024 une base de données

foncier commercial qui renseigne outre leur localisation et occupation du sol des indicateurs pour mieux les qualifier (emplois présents, statut propriété, accès en TC etc.). Certaines zones commerciales perçues comme des espaces vieillissants peinent aujourd'hui à s'adapter aux nouveaux défis (transition écologique, transformation des modes de consommation...) et peuvent représenter des opportunités foncières pour d'autres usages. Enfin, dans un contexte de marché de l'immobilier logistique tendu, L'Institut a lancé une démarche exploratoire pour identifier des friches propices à une implantation logistique en cohérence avec les objectifs de sobriété foncière du SDRIF-E.

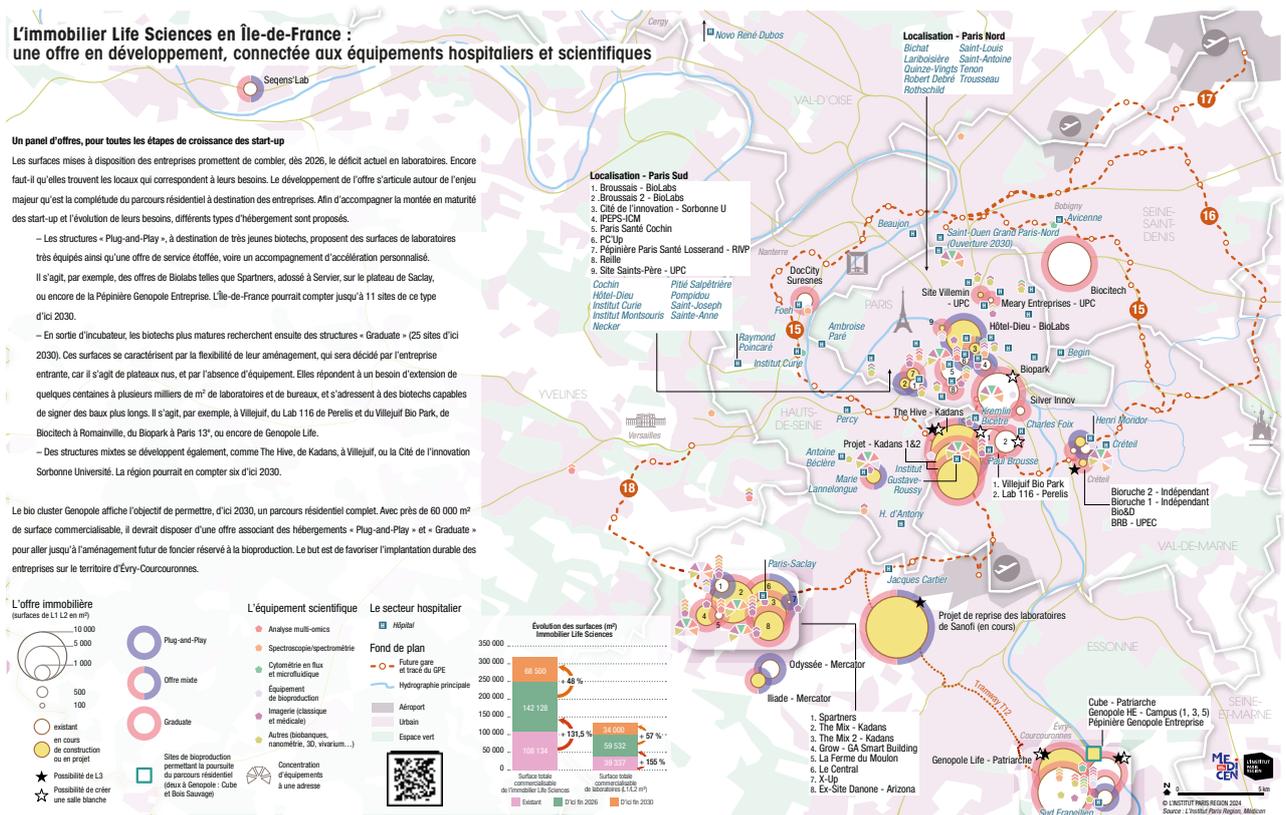
## FONCTIONS PRODUCTIVES ET TERTIAIRES

2024 a vu la parution d'un *Carnet pratique* sur le développement et le maintien des activités productives dans la région, avec pour objectif d'apporter des solutions opérationnelles dans une région au sein

de laquelle les enjeux fonciers sont plus structurants qu'ailleurs. À la demande de la Région et de l'État, L'Institut a repris en 2024 le recensement des fonciers économiques disponibles pour les activités à fonctions productives. Ce recensement sert à un ensemble de partenaires dont la SEM Île-de-France & Investissement, Choose Paris Region ou l'EPFIF.

Dans le cadre du programme de recherche intitulé : « Quelle place pour quel travail en ville ? » piloté par le PUCA avec le soutien financier de La Fabrique de l'industrie et de la Caisse des dépôts, L'Institut a contribué à l'organisation de séminaires sur les stratégies d'attraction ou d'éviction des activités productives dans les espaces urbains denses et participé à la rédaction d'articles (publication en 2025).

En Île-de-France, plus de 43 % des actifs télétravaillent régulièrement, le plus souvent à domicile. Une *Note rapide* publiée sur le sujet en 2024 montre que l'intensité de télétravail des actifs résidents et des emplois varie du simple au





triple selon les communes avec un effet « télétravail » sur l'immobilier de bureaux et les commerces essentiellement.

### TRANSFORMATION DES FILIÈRES

En 2024, L'Institut a poursuivi ses travaux d'analyse sectorielle sur plusieurs filières stratégiques en Île-de-France, à l'appui des transitions en cours. Une analyse des acteurs économiques de la filière hydrogène en Île-de-France, a été présentée lors du salon Hyvolution 2024 et a également donné lieu à la publication d'une *Note Rapide* qui interroge les perspectives de développement de la filière en Île-de-France. L'Institut a également investi la silver tech, les produits et services technologiques s'imposant

comme l'une des réponses pour améliorer la qualité de vie dans un contexte de vieillissement de la population. Une *Note Rapide* a été produite dressant le portrait de cette filière. L'industrie de la santé, filière stratégique francilienne a fait l'objet d'un travail spécifique en partenariat avec l'Insee (publication prévue en 2025). Les biotechnologies en santé étant des technologies stratégiques, L'Institut a consacré une *Note Rapide*, en collaboration avec le pôle de compétitivité Santé Medicen, qui dresse un panorama de l'offre d'hébergement destiné à accompagner leur développement. Enfin, la filière tourisme a fait l'objet de plusieurs travaux en 2024, la Région Île-de-France et ses partenaires se mobilisant afin d'accompagner les transitions qui l'animent. L'Institut a développé SlowTips, un outil interactif, afin de faciliter la diffusion et l'appropriation de près d'une centaine de bonnes pratiques autour de plusieurs univers dédiés : hôtellerie, musées et lieux d'exposition, agences de voyages. En 2024, l'univers des complexes de tourisme d'affaires a été ajouté. En partenariat avec Choose Paris Region, la Région Île-de-France, la Métropole du Grand Paris et Voies navigables de France, L'Institut a travaillé sur le tourisme se développant sur et le long des voies navigables (publication en 2025).

### CENTRES-VILLES VIVANTS

Le programme Centres-villes Vivants (CVV), porté par la Métropole du Grand Paris, accompagne les communes

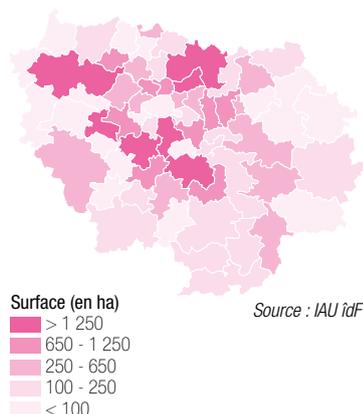
volontaires dans leurs projets de revitalisation. Depuis son lancement, L'Institut Paris Region soutient la MGP sur plusieurs volets : participation aux comités techniques, aux travaux du programme européen Urbact pour lequel la MGP est lauréate et cheffe de file du projet Cities@heart, organisation d'une session de formation à destination des managers de centre-ville...

### BENCHMARK SUR LES FONCTIONS ÉCONOMIQUES MÉTROPOLITAINES

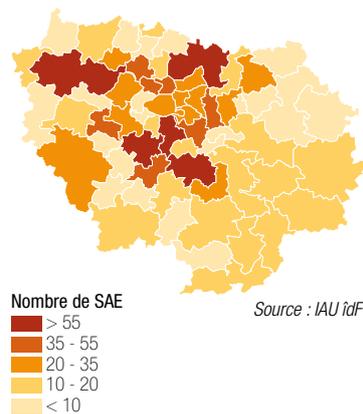
La place des fonctions économiques dans les centralités métropolitaines constitue un enjeu stratégique majeur. Si certaines filières comme l'automobile, les filatures textiles, les quartiers d'affaires ou les industries créatives ont autrefois porté la prospérité de nombreuses métropoles, d'autres font aujourd'hui face à des défis : obsolescence du bâti, perte d'attractivité, crises sectorielles ou sanitaires.

Afin d'éclairer les leviers mobilisables, L'Institut a lancé en 2024 un benchmark international portant sur des métropoles européennes et extra-européennes. Ce travail identifie des exemples inspirants de reconversion ou de diversification économiques, et analyse les outils et pratiques innovantes mis en œuvre pour renforcer la résilience des territoires face aux mutations en cours.

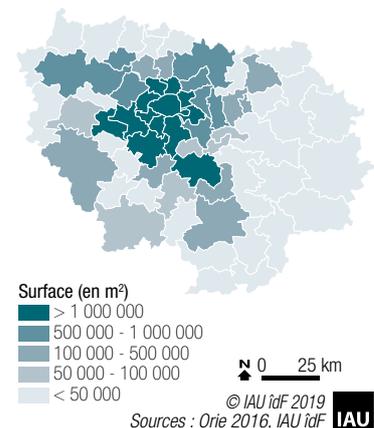
Répartition de la surface des SAE par intercommunalité



Répartition du nombre des SAE par intercommunalité



Parc des bureaux par intercommunalité



## CHOISIR LES USAGES DU SOL DANS UN CONTEXTE DE RARETÉ

### APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DU ZAN

L'Institut a organisé deux comités de pilotage sur la renaturation auxquels ont participé une douzaine d'adhérents. Cela a permis d'identifier des questionnements, notamment réglementaires, et d'identifier les outils et pistes de financements mobilisables.

Afin de le rendre compatible avec le suivi du ZAN, L'Institut a par ailleurs poursuivi la mise à jour du MOS. Le réseau viaire et les espaces publics ont été mieux pris en compte et un travail rétroactif a été mené afin de rendre l'ensemble des millésimes comparables. Ce nouveau MOS servira de base au prochain millésime 2025.

En réponse à une demande du Conseil Départemental de l'Essonne, L'Institut a développé un outil de diagnostic territorial automatisé appelé « Atlas des Sols ». Celui-ci rassemble un ensemble de carte et de chiffres aux échelles régionales, départementales, intercommunales et communales établissant un portrait de la nature, de l'usage et de la couverture des sols, avant de caractériser les dynamiques d'évolution, les performances en matière de sobriété foncière et enfin les enjeux écologiques. La généralisation de cet Atlas à l'ensemble des territoires franciliens doit permettre de faciliter la mise en œuvre du ZAN et du SDRIF-E via l'accès à la connaissance géographique pour toutes les collectivités le souhaitant.

### ACCOMPAGNEMENT DES INTERCOMMUNALITÉS

L'Institut a réalisé un rapport sur l'artificialisation pour le territoire d'Est Ensemble retraçant l'évolution de l'occupation des sols depuis 1949 autour de trois grands processus : la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, le recyclage urbain, et la renaturation. Ce travail a permis de tester des méthodologies pouvant bénéficier à d'autres adhérents, notamment dans le cadre du rapport triennal sur l'artificialisation, qui constitue une obligation réglementaire.

### LE ZAN A L'ÉCHELLE DU PROJET

Alors que l'objectif Zéro Artificialisation Nette introduit par la loi climat et résilience s'appuie avant tout sur une mise en œuvre quantitative à travers les

documents d'urbanisme, l'outil Quali-ZAN, développé par EPA Marne/EPA France, vise à intégrer les dimensions qualitatives du ZAN à l'échelle du projet d'aménagement. En caractérisant l'état des sols avant et après le projet, Quali-ZAN permet de qualifier les performances d'un projet en matière de sobriété foncière, de préservation écologique des sols et de qualité paysagère et potentiel fertile. Dans ce cadre, L'Institut a fait des propositions pour contextualiser le calcul de ces indicateurs de performance, au regard des enjeux du quartier, de la commune et de l'intercommunalité.

### CONTRIBUTION AUX TRAVAUX DE L'ORF

L'observation des marchés fonciers est l'une des missions fondamentales de l'Observatoire régional du foncier (ORF). Dans le cadre de cette mission, l'ORF a publié une note de conjoncture en mars 2024 et une note de tendance en novembre 2024, auxquelles L'Institut a contribué. En outre, l'ORF a animé en 2023 et 2024 un groupe de travail et une campagne d'auditions sur la régulation des valeurs foncières, en s'intéressant aux marchés urbains et agricoles ainsi qu'aux compensations des espaces naturels. Le groupe, composé d'acteurs publics et privés de l'aménagement, a formulé 25 propositions.

### FRICHES : DEVENIR ET ENJEUX DE BIODIVERSITÉ

L'Institut a poursuivi le suivi et l'actualisation de son observatoire des friches franciliennes, notamment avec l'organisation d'un marathon des friches qui a réuni une dizaine de partenaires de L'Institut et a permis l'actualisation de plus de 300 sites. Les travaux sur l'outil Cassius (Contribution à l'appariement spatial des sites et des usages) qui permet de définir le meilleur usage pour une friche donnée et, inversement, de cibler les meilleures friches disponibles pour un usage défini (datacenter, équipement sportif, habitat, renaturation...) ont été poursuivis. En avril 2024, L'Institut a organisé la deuxième édition des journées franciliennes des friches permettant d'animer une communauté régionale autour de cette thématique. L'après-midi a été organisée autour de quatre tables rondes, permettant de

faire dialoguer le monde de la recherche et les porteurs de projet sur le devenir des friches.

Dans le prolongement de ces questionnements sur leur devenir, la problématique de la préservation de la biodiversité en milieu urbain est majeure. Bien que certaines friches constituent un gisement opportun pour la densification, comme celles fortement artificialisées, d'autres sont devenues des espaces de nature à part entière accueillant une biodiversité à protéger. À travers l'exploitation des bases de données de L'Institut Paris Region, plusieurs études ont été engagées par l'ARB îdF en 2024 : une étude sur la vie et le devenir des friches ; une autre permettant d'évaluer le potentiel écologique des friches recensées dans L'Observatoire des friches de L'Institut ; une troisième sur la connectivité des friches franciliennes visant à mieux appréhender les enjeux de biodiversité.

### FONCIER, ÉNERGIES RENOUVELABLES ET TRANSPORTS

La loi portant sur l'accélération des énergies renouvelables exige la création de zones d'accélération par les communes. Les outils développés par L'Institut ont permis d'orienter les réflexions des acteurs pour identifier et prioriser des sites propices au développement des filières. Aussi, dans un contexte de développement des centrales solaires au sol sur des espaces dégradés ou inutilisés (friches, délaissés, stockage de déchets, etc.), l'AREC a réalisé un état des lieux de ces installations et a formulé des perspectives de développement, au regard des opportunités et des limites.

Enfin, les transports étant l'un des vecteurs d'artificialisation, une étude exploratoire a été lancée en partenariat avec SNCF Réseau sur l'occupation d'espace par les différents modes de transport au regard du service rendu en Île-de-France.



Paul Lecoq/L'Institut Paris Region

# LE QUOTIDIEN ET LES ASPIRATIONS DES FRANCILIENS

L'INSTITUT ANALYSE LES MODES DE VIE ET LES INÉGALITÉS À L'ÉCHELLE DES TERRITOIRES VÉCUS  
POUR ÉCLAIRER LES POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIÈRE D'ACCÈS AUX SERVICES,  
DE QUALITÉ DE VIE ET DE JUSTICE TERRITORIALE.

## ACCOMPAGNER LA TRANSFORMATION DES MODES DE VIE

### ÉCLAIRER LES ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES

L'Institut a poursuivi l'actualisation de ses projections de population, de ménages, d'actifs et d'emplois à l'échelle locale afin de mesurer l'impact des projets urbains sur les dynamiques territoriales et guider les investissements en équipements, notamment scolaires et de transports en intégrant un horizon à 2040. Des travaux sur le renouvellement urbain ont été menés afin d'analyser plus finement les démolitions.

Dans la continuité des travaux sur l'impact du Covid-19 sur les départs de Franciliens vers d'autres régions, une chronique a été publiée au dernier trimestre 2024. Intitulée « Explorer les territoires autrement : défis et potentiels des données dérivées », elle aborde la question des données dérivées et de leur utilisation, dans la théorie et la pratique, en l'illustrant par un cas concret : celui de l'étude sur les mobilités résidentielles pendant et après la pandémie publiée fin 2023, qui s'est appuyée sur les contrats de réexpédition de La Poste.

### IMPACT DES SÉPARATIONS SUR LES CONDITIONS DE VIE

En partenariat avec l'INSEE, L'Institut a conduit une étude visant à objectiver l'impact d'une séparation, en Île-de-France, sur les niveaux de vie des ex-conjoints et de décrire les conséquences sur les conditions de logement et, lorsqu'ils en ont, sur leurs enfants. Réalisée en 2024, la *Note Rapide* présentant ces analyses,

### BAROMÈTRE MENSUEL DU BOULEVARD PÉRIPHÉRIQUE



intitulée « Niveau de vie, logement : en Île-de-France, lors d'une séparation, les femmes sont davantage pénalisées », a été publiée en janvier 2025.

### VIIEILLISSEMENT

L'Institut a coordonné le *Cahier* « Vieillir et alors ? », paru en octobre 2024 aux PUF. Cet ouvrage collectif mobilise plus de 70 contributions pour éclairer les enjeux du vieillissement en Île-de-France à travers une diversité d'approches : habitat, autonomie, perception sociale, innovations et politiques publiques. Ce travail s'inscrit dans une dynamique partenariale et interdisciplinaire appelée à se poursuivre en 2025.

### DÉMOGRAPHIE SCOLAIRE

En lien avec la Région, les départements membres et les trois rectorats, L'Institut anime un groupe de travail qui permet de centraliser les données et expertises pour consolider l'évolution récente des effectifs scolarisés en collèges et lycées, en apprécier les causes (déménagements, évitement scolaire, politiques éducatives) et fiabiliser la projection de leur évolution à venir. L'Institut accompagne la mise en œuvre du programme pluriannuel d'investissement (PPI) pour les lycées de la Région Île-de-France en suivant les dynamiques démographiques des territoires et leurs effets sur l'avancée en âge de jeunes en âge d'aller au lycée. En 2024, L'Institut a fiabilisé l'évolution attendue d'effectifs scolaires

et partagé les premiers résultats du dernier jeu P+E. À la demande du pôle Lycée de la Région et de la ville de Meenne, une étude territoriale sur les projections de jeunes en âge d'aller au lycée fut menée sur les communes situées dans l'aire de polarisation du Lycée Marie Laurencin afin d'alimenter la réflexion sur des investissements potentiels.

### CONDITIONS DE VIE DES JEUNES

Une enquête a été menée en fin d'année scolaire 2024 auprès des élèves et étudiants des formations sanitaires et sociales, inspirée de celle mise en œuvre par l'Observatoire national de la vie étudiante à l'échelle nationale, qui ne couvre pas ces établissements. Les résultats montrent que beaucoup d'étudiants rencontrent des difficultés dans le cadre de leur formation, plus que dans la plupart des autres filières de l'enseignement supérieur. Ces étudiants jugent leur état de santé, notamment mentale, plus préoccupant que la moyenne des étudiants. Ce travail a fait l'objet d'un rapport publié en février 2025. Deux études supplémentaires ont été publiées par l'ORS : une infographie sur les tentatives de suicides chez les jeunes et un focus sur la santé mentale des jeunes à partir du Baromètre santé de Santé publique France.

### ÉVOLUTION DES MOBILITÉS

Les premiers résultats de l'Enquête Mobilité par GNSS (EMG) réalisée par



L'Institut et cofinancée par un consortium de 13 partenaires ont été présentés en avril 2024. Ils décrivent la mobilité post-Covid des Franciliens et apportent des informations inédites sur la mobilité hebdomadaire et du week-end. Plusieurs valorisations de l'enquête ont été réalisées : pour le Département de l'Essonne, dans le cadre des Journées d'échanges sur la mobilité urbaine (JEMU) ou encore pour le séminaire POPSU Grand Paris. Une enquête mobilité basée sur la même méthodologie a été lancée en novembre en Seine-Saint-Denis sur les jeunes en insertion.

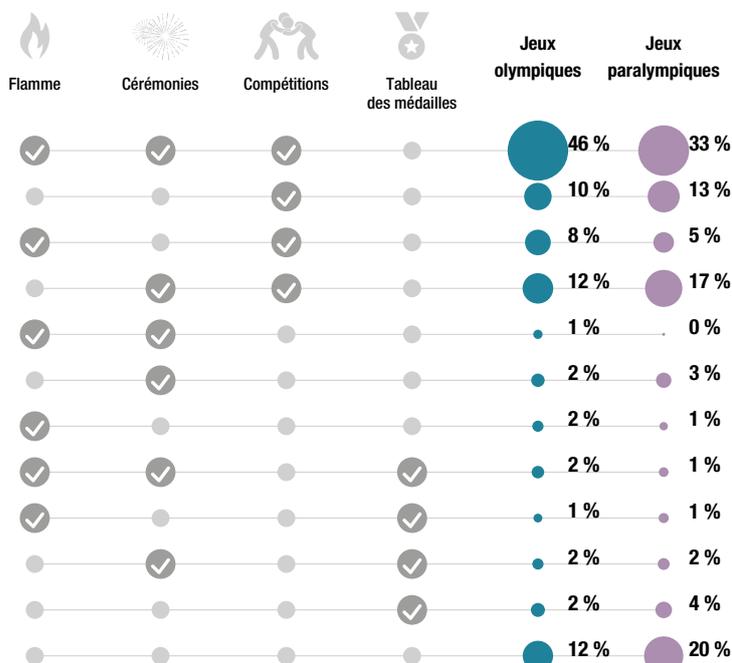
Le tableau de bord mensuel des mobilités, mis en place en 2020, a été poursuivi. Il intègre désormais un suivi trimestriel de la mobilité électrique (bornes de recharge, ventes de véhicules électriques). En parallèle, un baromètre du boulevard périphérique a été lancé pour suivre les effets de l'abaissement de la vitesse à 50 km/h sur la congestion, le bruit et la pollution, en amont des expérimentations prévues sur les voies de covoiturage du BP, de l'A1 et de l'A13 en 2025.

À la demande de la Région et dans un contexte de forte évolution des mobilités douces, une étude a été engagée sur la fréquentation du réseau cyclable régional VIF. Un dispositif de 160 compteurs a été conçu, dont 105 nouveaux. L'Institut a élaboré une maquette de tableau de bord vélo. Par ailleurs, une *Note Rapide* a été publiée sur le fret ferroviaire en Île-de-France, avec des perspectives de développement.

### IMPACT DES MOBILITÉS SUR LA QUALITÉ DE L'AIR

Une étude sur la projection du parc automobile à 2030 a été menée en partenariat avec la RATP et a abouti à un atlas de cartes de répartition du parc par vignette Crit'air à l'échelle des intercommunalités. Ce travail sera finalisé en 2025. Par ailleurs, L'Institut a remporté un nouveau projet européen appelé STEER dans le programme Interreg NWE sur l'autopartage qui apparaît comme une des réponses possibles à l'accompagnement de l'extension de la ZFE-m aux véhicules Crit'air 3. Mené en partenariat avec la MGP et une quinzaine d'autres partenaires européens, le projet va durer 4 ans. Dans le cadre d'un projet européen (OMS) « Overview of Morbidity from Air Pollution and its economics

### Jeux de Paris : différentes façons de les suivre



**Note de lecture :** 46 % des Franciliens ont suivi le parcours de la flamme, les cérémonies d'ouverture / de clôture et les compétitions des Jeux olympiques.  
NB : la question sur le tableau des médailles n'a été posée qu'aux personnes n'ayant pas suivi les compétitions pour savoir si, néanmoins, ces personnes s'étaient intéressées aux résultats sportifs.

© L'INSTITUT PARIS REGION 2024  
Sources : ministère chargé des Sports, Injep, L'Institut Paris Region, France Stratégie, suivi des Jeux olympiques et paralympiques et représentations du sport, 2024



costs », l'ORS, en collaboration avec Santé publique France et Airparif, a réalisé un travail sur l'impact de la pollution atmosphérique sur certaines maladies chroniques.

### SUIVI DES JEUX OLYMPIQUES ET PRATIQUES SPORTIVES

L'Institut a participé au dispositif d'enquête national piloté par le ministère des Sports et l'INJEP, pour évaluer le suivi des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. L'étude, menée auprès de 4 500 personnes (dont un sur-échantillon de 2 000 Franciliens), avant et après l'événement, a permis d'évaluer les intentions et les modes effectifs de suivi des compétitions par les habitants d'Île-de-France, et a donné lieu à la publication de la *Note Rapide* publiée en janvier 2025. S'il est trop tôt pour évaluer l'impact des JOP sur les pratiques sportives, l'enquête annuelle portant sur celles des Franciliens en 2023 a permis de mettre en évidence les conditions d'emploi et leur impact sur ces pratiques sportives. Les résultats, publiés dans la *Note Rapide* de décembre 2024, montrent des effets contrastés selon les horaires, la pénibilité ou le télétravail. L'enquête

2024, consacrée à la fréquentation des équipements sportifs, fera l'objet d'une publication en 2025.

Enfin, les pratiques sportives sont parfois conditionnées à l'accessibilité des équipements ou des établissements. Un outil de cartographie des élèves en sections sportives a ainsi été conçu pour optimiser leur affectation scolaire, accompagné d'une analyse statistique des distances domicile-établissement.

### ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS

La mise à jour annuelle du recensement des équipements sportifs a été réalisée. À la demande du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, L'Institut a réalisé un recensement exhaustif des équipements sportifs en accès libre dans l'espace public. Une cartographie interactive et une analyse qualitative sur le fonctionnement des lieux ont été livrées début 2025. Ce travail, destiné à accompagner les politiques locales d'aménagement sportif, pourra servir de référence pour d'autres collectivités. Par ailleurs, la mise à jour de la base de données des équipements culturels a été entamée en 2024.

## OUTILLER LES RÉPONSES AUX CRISES DU LOGEMENT

### CARTOVIZ FONCIER

Dans le cadre de l'Observatoire régional du foncier (ORF), L'Institut Paris Region a développé un outil Cartoviz dédié au foncier, reposant sur l'exploitation des données DVF (Demandes de valeurs foncières). Ce visualiseur cartographique permet de consulter le nombre de transactions, les montants échangés et les surfaces concernées, par type de marché (urbain/agricole, bâti/non bâti), et à différents niveaux géographiques intégrant la commune dans son environnement (intercommunalité, région).

Le Cartoviz foncier intègre également les données issues de la base MDI de L'Institut, permettant de qualifier les opérations de construction neuve selon plusieurs critères : proportion de logements individuels, localisation à moins de 800 mètres d'une gare, implantation sur des espaces identifiés comme NAF. Il analyse en outre les dynamiques foncières des constructions en diffus (renouvellement, recyclage, extension, densification).

### LOGEMENTS LOCATIFS INTERMÉDIAIRES

Dans le prolongement de ses précédents travaux sur le logement locatif intermédiaire (*Notes rapides*, ateliers pour la MGP), L'Institut a engagé en 2024 avec la Drihl une enquête sur la production et sur l'occupation de ce parc, afin de mieux appréhender le volume et la localisation des logements mis en service, le profil des locataires et les niveaux de loyers pratiqués. Cette étude relève d'une convention avec la Drihl et du programme de travail de l'Observatoire régional de l'habitat et de l'hébergement (ORHH) associant la Banque des Territoires, Action Logement et l'AORIF. En 2024, se sont tenus deux copil (de lancement et de suivi), la poursuite de l'enquête quantitative, les entretiens, la corédaction du rapport et sa valorisation (dans le cadre de l'ORHH) étant prévus en 2025.

### LOCATIONS TOURISTIQUES

Dans le prolongement d'une première étude parue en mai 2021, qui proposait un état des lieux du marché des locations saisonnières (de type Airbnb) avant la crise sanitaire, L'Institut a publié à la veille des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 une nouvelle

carte thématique intitulée « L'offre de locations saisonnières en Île-de-France – État des lieux à la veille des JOP de Paris 2024 ». Ce travail repose sur une analyse de la base « Inside Airbnb » couvrant la période d'avril 2018 à mai 2024. Cette base, constituée par web scraping, fournit une extraction exhaustive des annonces publiées sur le site Airbnb à différentes dates, pour l'ensemble du territoire francilien.

### ACCÈS DES JEUNES ET DES ÉTUDIANTS AU LOGEMENT

Confrontés à un marché immobilier tendu, les jeunes franciliens, et plus particulièrement les plus précaires, rencontrent de grandes difficultés d'accès à un logement autonome. À la demande de la Région, L'Institut a réalisé une étude publiée en septembre 2024, portant sur les jeunes en insertion professionnelle (en contrat d'apprentissage, de professionnalisation, en contrat d'engagement jeunes ou engagés dans un parcours vers l'emploi et l'autonomie). Par ailleurs, L'Institut a mis à jour en 2024 son indicateur géographique permettant d'estimer l'intensité des déficits locaux en matière de logement étudiant, au regard de l'offre d'enseignement et de la densité des sites de plus de 300 étudiants. Les travaux se poursuivent à travers une mission d'appui auprès des OTLE (observatoires territoriaux du logement étudiant) récemment labellisés en Île-de-France afin d'identifier avec eux leurs besoins de données et d'appui méthodologique ainsi que les enjeux locaux en matière de logement des étudiants.

### RÔLE DES MAIRES DANS LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

Face aux enjeux, déterminants dans la période actuelle, de relance de la production de logements, L'Institut Paris Region a souhaité décrypter les organisations originales mises en place au sein de communes franciliennes enregistrant un taux de construction particulièrement élevé. Une enquête auprès d'un échantillon de communes bâtisseuses d'Île-de-France a donc été engagée afin d'identifier et de comprendre le rôle que jouent les maires dans les systèmes locaux d'acteurs de la production de logement. Réalisée en 2024, l'étude

« Construire en contexte métropolitain, le rôle des maires dans le système local de production de logements » doit paraître au premier semestre 2025.

### RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

Une étude exploratoire visant à analyser le parc résidentiel francilien sous l'angle de la rénovation énergétique a été lancée en 2024 avec deux indicateurs principaux : les caractéristiques techniques et architecturales des bâtiments résidentiels (et leurs contraintes associées pour la rénovation) et les capacités financières des ménages qui les occupent. Plusieurs partenaires et membres de L'Institut alimentent et suivent l'étude pour aboutir à des recommandations à destination des collectivités sur les modes d'intervention possibles. Au-delà des aspects techniques, la rénovation énergétique est aussi un sujet de gouvernance. Avec un financement du PUCA, de l'Anah et la Fnaim, L'Institut s'est associé à trois chercheurs en sociologie pour mener un projet de recherche centrée sur les syndicats de copropriétés. Plusieurs publications et interventions en 2024 ont permis d'analyser et de valoriser les résultats d'une enquête de terrain auprès de cabinets franciliens. Il s'agissait de mieux saisir comment les enjeux d'amélioration de la gestion et de la gouvernance des copropriétés, et notamment de la rénovation énergétique, pouvaient s'articuler avec les pratiques réelles, les intérêts et les représentations que les syndicats ont de leur rôle.



## LES TRAJECTOIRES DU PAVILLONNAIRE

L'Institut a conduit un travail inédit de classification des tissus pavillonnaires franciliens, révélant la grande diversité de leurs dynamiques. Ce diagnostic territorial vise à outiller les collectivités pour mieux intégrer ces espaces dans leurs stratégies d'aménagement, en conciliant équilibre résidentiel, aspirations locales et pressions du marché. Cinq trajectoires types ont ainsi été identifiées : l'habitat immobile (souvent récent et encadré par des règles de gestion collective), l'habitat dégradé (morcelé et diffus), l'habitat patrimonialisé (valorisé pour sa rareté ou son intérêt architectural), l'habitat réinvesti (transformé par touches successives ou adapté à de nouveaux usages) et l'habitat densifié (marqué par des mutations plus ou moins volontaires, du comblement de dents creuses à la densification parcellaire). Face à ces évolutions contrastées, L'Institut propose de mobiliser de manière articulée les outils de l'aménagement – à l'échelle du bâtiment, du quartier et du territoire – afin d'anticiper les transformations à venir et d'accompagner les transitions du pavillonnaire dans une logique de sobriété et de qualité urbaine.

## NOURRIR LES RÉFLEXIONS SUR LA COHÉSION SOCIALE ET LES ENJEUX EMPLOI FORMATION

### PRÉCARITÉ ET DISPARITÉS TERRITORIALES

L'Institut a réalisé un panorama régional de la vulnérabilité énergétique (logement, carburant, double vulnérabilité repérage des ménages, performance du parc et perception du confort). Ce travail permet d'identifier les territoires les plus exposés et d'alimenter des dispositifs d'accompagnement des membres de L'Institut.

L'Institut a par ailleurs engagé un état des lieux des disparités socio-territoriales via plusieurs travaux exploratoires : collecte de données, premières analyses en lien avec d'autres travaux, etc. Sa finalisation est prévue en 2025.

### POLITIQUE DE LA VILLE

L'actualisation en 2024 de la géographie des quartiers en politique de la ville (QPV) a donné lieu à une analyse approfondie des ressorts de cette nouvelle carte. L'Institut a mobilisé les données de l'Insee, ses propres travaux, ainsi que les témoignages d'acteurs de terrain. Les résultats seront consolidés début 2025.

### ENQUÊTE VICTIMATION ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

Reconduite tous les deux ans depuis 2001, l'enquête Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France permet de caractériser les phénomènes d'insécurité auxquels la population est confrontée et d'en suivre les évolutions dans la durée. La 12<sup>e</sup> édition s'est déroulée par téléphone entre janvier et mars 2023, auprès d'un échantillon représentatif de plus de 9000 Franciliens de 15 ans et plus. Après la publication des premiers résultats, les exploitations complémentaires ont donné lieu à des déclinaisons territoriales (à l'échelle de l'Essonne notamment) et par catégorie de population (focus sur les personnes âgées – cf. l'article « Se sentir en sécurité pour mieux vieillir » dans le *Cahier* « Vieillir et alors ? »). L'appel d'offres de la treizième édition de l'enquête a été lancé fin 2024, pour une réalisation début 2025.

### ÉMEUTES URBAINES

Un an après les émeutes de l'été 2023, L'Institut a organisé un temps d'échange entre ses membres pour analyser

collectivement les causes, vécus locaux, réponses et perspectives d'action. Un compte rendu détaillé en restitue le contenu (bilan et clés de lecture de la séquence émeutière de l'été 2023, synthèse de l'atelier d'intelligence collective organisé autour de trois thèmes : « les émeutes chez vous », « rétablir l'ordre et les relations de confiance avec la police », « agir pour la jeunesse des quartiers »).

### SÉCURITÉ LOCALE

Dans une dynamique d'échanges avec nos partenaires et l'ensemble des acteurs concernés, l'expertise de L'Institut en matière de sécurité locale a donné lieu à diverses contributions (communications, formations, productions de supports diaporama), par exemple sur l'implication des collectivités territoriales dans la lutte contre les atteintes environnementales (École nationale des Ponts et Chaussées), la place des bailleurs sociaux dans le continuum de sécurité (Club Habitat social pour la ville), le tournant urbain de la prévention de la délinquance (Comité d'histoire de la politique de la ville), la participation citoyenne dans le domaine de la sécurité (CNFPT), etc. Ainsi qu'à des auditions dans le cadre des travaux parlementaires relatifs à l'avenir des polices municipales, au renforcement de la sûreté dans les transports, ou dans le cadre d'une mission préparatoire de la Cour des comptes en vue d'une évaluation des polices environnementales.

### L'ANALYSE DES PARCOURS DE FORMATION

En 2024 L'Institut a publié deux rapports concernant l'apprentissage en Île-de-France. L'un portant sur un état des lieux de l'offre et un portrait des apprentis ; l'autre sur les ruptures de contrat dans l'apprentissage, les diverses causes et les pratiques développées par l'écosystème des acteurs pour en limiter le phénomène et diminuer les effets potentiellement négatifs sur les jeunes, les organismes de formation et les entreprises. Cette dernière étude a fait l'objet d'un séminaire de réflexion organisé en septembre 2024.

Dans le cadre du schéma régional



des formations sanitaires et sociales (SRFSS) 2024-2027, l'OREF a commencé une étude qualitative sur les motifs d'abandon en formation sociale, en effectuant des entretiens semi-dirigés auprès de multiples acteurs tout en s'appuyant sur l'analyse quantitative des données de l'enquête de la DREES.

À la demande d'IDFM, une étude sur l'emploi de l'écosystème des transports en commun a été réalisée. Elle a montré que l'exploitation, la modernisation et l'extension du réseau génèrent plus de 120 000 emplois directs en 2023, pour un marché de 15 milliards d'euros.

Enfin, une étude a été lancée pour suivre les parcours des demandeurs d'emploi engagés dans les formations du Programme régional des formations pour l'emploi (PRFE), dans quatre domaines clés : industrie, numérique, sanitaire-social, transport-logistique. Elle interroge les freins, motivations et leviers mobilisables pour sécuriser les parcours jusqu'à l'insertion.

## PARCOURSUP

Chaque année, L'Institut analyse les données Parcoursup disponibles en open data afin de mettre en exergue les caractéristiques comparées de l'offre de formation d'enseignement supérieur et des candidats. En 2024, la prise en compte des données 2023, a donné lieu à une analyse globale statistique et géographique, menée conjointement avec l'OREF. Pour compléter les approches statistiques comparant l'offre de formation à l'entrée dans l'enseignement supérieur aux demandes formulées

par les candidats dans Parcoursup, une approche qualitative de la mobilité et des souhaits de poursuite d'étude a été réalisée auprès de jeunes résidant dans les espaces périurbains et ruraux d'Île-de-France, sur la base d'entretiens et d'ateliers.

## L'ANTICIPATION DES BESOINS EN COMPÉTENCES

Si l'Île-de-France est une région attractive, des tensions de recrutement existent et vont s'accroître sur certains métiers pour des raisons démographiques. Par ailleurs du fait de transitions de grande ampleur (digitale, écologique...), certains métiers évoluent fortement quand d'autres apparaissent. Les pouvoirs publics tentent donc de répondre à ces défis en faisant évoluer l'offre de formation à destination des jeunes et des demandeurs d'emploi. En 2024, l'OREF a préparé en lien avec la Région et l'État des ateliers territoriaux réunissant les acteurs de l'emploi, de la formation et de l'orientation et a mobilisé de la donnée auprès de multiples sources dans le but d'approcher les besoins des territoires et de dégager des pistes pour aider à faire évoluer l'offre de formation.

Par ailleurs, une note technique sur la faisabilité d'une enquête auprès des entreprises franciliennes a été élaborée et partagée avec la DRIEETS et le SESE. Elle précise les conditions de réussite d'une telle enquête et vise à ouvrir un cadre de discussion sur la connaissance des besoins en compétences.

## DONNÉES EMPLOI FORMATION

L'OREF met à jour et développe en continue des outils de consultation de la donnée (fiches bassins, Cartoviz emploi-formation) sous forme d'analyses, de datavisualisation et de cartographies.

## IMPACTS SUR LA SANTÉ

À la faveur des crises sanitaires, le concept « une seule santé » a été propulsé depuis le début des années 2000 à l'agenda des organisations internationales et nationales. L'ORS a ainsi publié un focus santé sur les maladies à transmission vectorielle en proposant un état des lieux des connaissances pour une sensibilisation des acteurs franciliens. Il met également en place une expérimentation du dispositif une seule santé sur la communauté d'agglomération de Cergy Pontoise, dont les différentes étapes opérationnelles nourriront un document de type conduites à tenir pour la mise en œuvre.

Enfin, les travaux de l'ORS avec le PRSE4 intègrent un volet important de promotion des outils de diagnostic et d'accompagnement des acteurs à leur prise en main. L'offre d'indicateurs disponible dans l'outil InTerSanté Environnement a été mise à jour en 2024.

## DISPOSITIF 2H DE SPORT AU COLLÈGE

La Drajex Île-de-France a sollicité L'Institut pour mener une étude qualitative permettant de dégager les clés de réussite et les points de vigilance dans la mise en œuvre du dispositif des 2 heures de sport au collège. Des expérimentations dans 5 collèges ont été analysées sur la base d'entretiens auprès des SDJES, des chefs d'établissements et des structures proposant des activités physiques et sportives. Ce travail a fait l'objet d'une note de synthèse finalisée en juin 2024 et intitulée « Retours d'expérience sur la mise en œuvre du dispositif deux heures de sport au collège ».





# ÉQUILIBRE ET ATTRACTIVITÉ D'UNE RÉGION-MONDE

CARREFOUR ÉCONOMIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE, L'ÎLE-DE-FRANCE S'INSCRIT  
DANS DES DYNAMIQUES MULTI-ÉCHELLES QUI RECOMPOSENT SES ÉQUILIBRES TERRITORIAUX.  
L'INSTITUT ANALYSE CES MOUVEMENTS POUR RENFORCER LA COHÉSION RÉGIONALE,  
DÉVELOPPER LES COOPÉRATIONS INTERTERRITORIALES ET GUIDER L'ACTION PUBLIQUE  
FACE AUX ENJEUX D'ATTRACTIVITÉ, DE COMPÉTITIVITÉ ET DE SOLIDARITÉ.

## ACCOMPAGNER L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES PLANIFICATIONS RÉGIONALES

### FINALISATION ET OUTILLAGE DU SDRIF-E

L'Institut a poursuivi son accompagnement de la Région dans la révision du schéma directeur régional. Il a notamment contribué à l'analyse des avis de l'autorité environnementale et des personnes publiques associées, ainsi qu'à la rédaction du mémoire en réponse à l'enquête publique. Les propositions issues de l'enquête ont été instruites au regard des objectifs du projet arrêté, en particulier en matière de sobriété foncière (trajectoire ZAN) et d'incidences environnementales, afin d'éclairer les arbitrages régionaux. Le projet a ensuite été ajusté par L'Institut en vue de son adoption prévue le 11 septembre 2024. Parallèlement, L'Institut a été mandaté pour élaborer les outils de mise en œuvre du SDRIF-E : un guide d'application des orientations réglementaires et un outil numérique d'interrogation territoriale, SDRIF-Explorer, développé avec la Région et l'État.

Dans le cadre de l'accompagnement de la Région dans son rôle de personne publique associée aux documents d'urbanisme locaux (DUL) et dans la mise en œuvre de la planification régionale, L'Institut a adapté la grille d'analyse des DUL au nouveau cadre du SDRIF-E. Il a également analysé les DUL et produit les éléments techniques nécessaires à la rédaction des avis régionaux.

### ÉLABORATION DU SRCAE

L'Institut a accompagné la Région et la DRIEAT dans la révision du schéma régional climat air énergie (SRCAE), en participant à plusieurs groupes de travail, au suivi d'études sur les émissions de gaz à effet de serre indirect (SCOPE 3) et la séquestration carbone. L'AREC a été mobilisé également pour co-organiser des ateliers à destination des collectivités lors de la journée régionale du 16 septembre 2025.

### FINALISATION DU SRC (SCHÉMA RÉGIONAL DES CARRIÈRES)

Les travaux ont été poursuivis dans le cadre d'une convention pluriannuelle avec la DRIEAT. L'Institut est intégré à l'équipe-projet avec la DRIEAT et l'UNICEM, et a participé aux groupes

thématiques ressources, besoins, approvisionnement, environnement. Il a consolidé un certain nombre de bases de données sur l'exploitation, la production, les installations et a notamment préparé un jeu de données sur les contraintes environnementales. 45 cartes ont été élaborées. Un bilan des carrières autorisées et une analyse de l'occupation des sols liée aux carrières ont été réalisés. Un travail spécifique sur le transport et la logistique des matériaux a été produit, avec un bilan selon les différents modes. L'Institut a aussi apporté des propositions sur plusieurs volets : bassins d'exploitation d'intérêt stratégique, niveaux des protections environnementales et conséquences sur l'accès aux ressources.

Enfin, une analyse spatiale croisant gisements d'enjeu stratégique et zones de protection environnementale a été conduite, complétée par des travaux sur l'impact paysager et le bilan carbone des carrières et matériaux.

### TRAVAUX PRÉPARATOIRES AU SRCE

Suite à la demande de révision du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) en 2022, une étude

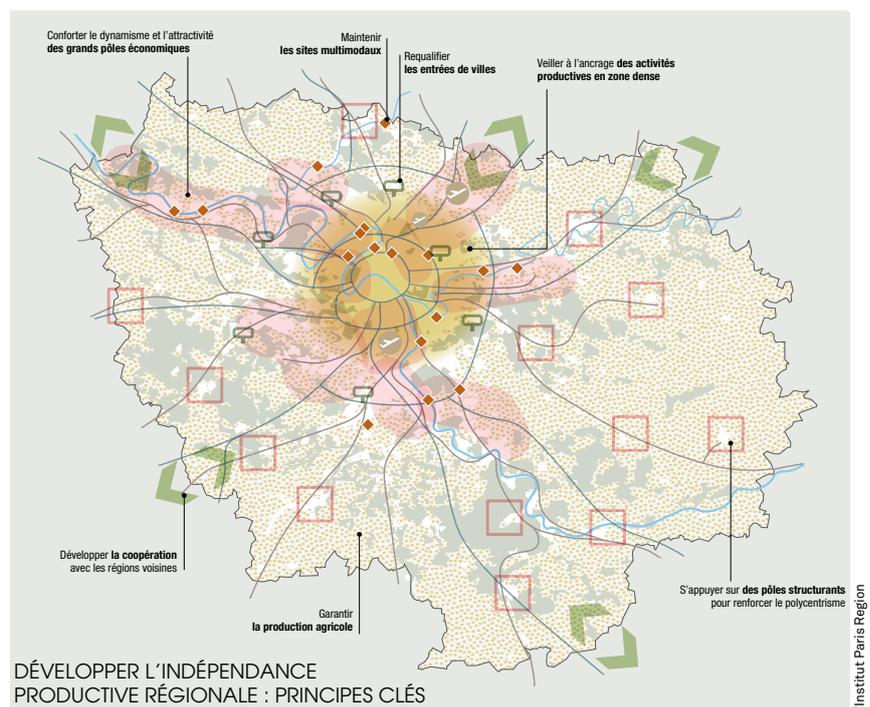
préparatoire pilotée par la DRIEAT et la Région a permis de mettre à jour les réservoirs de biodiversité et d'identifier les nœuds écologiques, en lien avec les travaux du SDRIF-E.

### STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA BIODIVERSITÉ

L'ARB îdF poursuit l'accompagnement de la Région dans la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030. En 2024, elle a participé au bilan à mi-parcours (évaluation et révision), et pilote plusieurs actions inscrites dans la SRB. Son programme d'actions annuel est étroitement articulé avec cette stratégie.

### SCHÉMA ENVIRONNEMENTAL DES ESTUARIENNES DE LA SEINE

La réalisation de ce schéma est une première sur le bassin de la Seine, notamment par la quantité d'informations produites sur le linéaire du cours de la Seine. L'Institut a développé l'outil visu-berges (de navigation – visualisation des berges) et a livré les bases de données issues de la photo-interprétation. Les résultats ont été présentés aux partenaires du GIP Seine aval, en décembre 2024.



## ÉLABORATION DU SRHH

Après avoir piloté la première version du SRHH (2017-2023), L'Institut a de nouveau été mandaté par l'État et la Région pour coordonner l'élaboration du nouveau schéma pour la période 2024-2030. Ce nouveau schéma réaffirme l'ambition de répondre aux besoins de logement de tous les Franciliens, de fluidifier les parcours résidentiels et de réduire les inégalités territoriales. Il prend également en compte les enjeux contemporains : sobriété foncière, rénovation énergétique, adaptation des logements au vieillissement et aux évolutions des modes de vie.

## ACCOMPAGNEMENT DES PLANIFICATIONS TERRITORIALES

L'Institut accompagne les territoires dans la conception et la mise en œuvre de leurs documents de planification et favorise leur articulation. À ce titre, il a appuyé l'élaboration de la révision du plan climat air énergie métropolitain (PCAEM) sur plusieurs dimensions : diagnostic de vulnérabilité, pré-diagnostic énergie-climat, co-construction et convergence d'un socle d'indicateurs commun avec les plans climat énergie des établissements publics territoriaux. Ce socle d'indicateurs sera partagé en 2025 dans une perspective régionale. L'AREC a poursuivi un accompagnement global et l'analyse des Plans climat air énergie territoriaux (PCAET) pour effectuer un bilan de la première génération de ces planifications, dans la perspective de leurs révisions et celle du SRCAE. L'ORS produit pour chacune des communes de la région un profil socio-sanitaire des communes sur lesquelles elle peuvent s'appuyer pour l'élaboration de leur contrat local de santé (CLS).

Dans le cadre du Plan régional santé environnement 4 (PRSE4) adopté en juillet 2024, l'ORS pilote ou co-pilote 10 actions. Celles-ci visent à produire des connaissances et des outils et à structurer des dynamiques d'acteurs, notamment à travers le réseau ÎSÉE, animé depuis 2019. Dès 2024, une dynamique a été initiée dans le cadre d'un groupe-projet ÎSÉE en mobilisant une enquête auprès des collectivités et en organisant son colloque annuel consacré au renforcement de l'observation en santé environnement.

## CONCRÉTISER LE POLYCENTRISME, CHANGER DE REGARD SUR LES RURALITÉS

### ANALYSE DES POLARITÉS D'ÉQUIPEMENTS

L'Institut a engagé une réflexion qui s'inscrit dans le prolongement de l'étude « Tout à 20 minutes » démarrée en 2024 s'appuyant notamment sur l'actualisation de la base de données « équipements », socle de nombreuses études, notamment autour des questions d'accessibilité. Un travail méthodologique sur le choix des équipements et services à prendre en compte et le calcul d'isochrones autour des polarités a été opéré. Ce travail sera poursuivi en 2025 en lien avec l'analyse et la qualification des polarités définies dans le SDRIF-E. Par ailleurs, le projet européen DREAMS (*Driving Equitable and Accessible 15 Minutes Neighbourhood Transformations*) sur la ville/région à 15 minutes/20 minutes a été lancé. L'Institut apporte ainsi un appui technique à la Région Île-de-France et au département de l'Essonne qui sont partenaires associés. Le « living lab » choisi est le territoire desservi par le T12 Massy-Évry mis en service en décembre 2023 sur lequel seront menées des expérimentations de nouveaux services de mobilité (trottinettes et vélos électriques) avec un opérateur privé pour favoriser l'intermodalité. En complément, l'atelier 2023-2024 commandé à l'École d'urbanisme de Paris a permis de mieux comprendre les spécificités des polarités situées en couronne francilienne, où les centralités s'avèrent moins lisibles. Trois cas d'étude ont contribué à éclairer ces dynamiques.

### ACCESSIBILITÉ À L'OFFRE DE FORMATION SUPÉRIEURE ET PROFESSIONNELLE

Pour compléter les travaux menés dans le cadre de « Tout à 20 minutes », L'Institut a cherché à caractériser l'accessibilité à l'offre de formation supérieure des différents territoires de la région, en 1 heure par les transports en commun d'une part, et en 30 minutes par voiture d'autre part. Les analyses sont déclinées selon les différentes filières de l'enseignement supérieur et certaines spécialités. Plusieurs cartes ont été réalisées permettant de mettre en évidence une accessibilité de plus en plus dégradée à

mesure que l'on s'éloigne de l'agglomération centrale, y compris pour la minorité de jeunes pouvant disposer d'une voiture pour se déplacer. La valorisation de ce travail aura lieu en 2025.

### ACCESSIBILITÉ AUX SOINS

La question des déserts médicaux et des difficultés accrues d'accessibilité aux soins, notamment aux médecins généralistes, est un sujet de préoccupation majeure, en France comme dans ses pays voisins. Concernant l'Île-de-France, plusieurs travaux ont été menés et publiés par l'ORS en 2024. Une première étude « Où s'installent les médecins généralistes en Île-de-France » est consacrée aux choix d'implantation des médecins généralistes. Ce Focus propose une analyse des logiques d'implantation des médecins nouvellement installés en Île-de-France : quels sont les territoires les plus attractifs pour les médecins ? Quels enseignements en tirer pour l'action publique, notamment en termes de lutte contre les difficultés d'accessibilité spatiale aux soins ? Une deuxième étude relative à « L'accessibilité spatiale aux médecins généralistes : quelle évolution en Île-de-France entre 2015 et 2021 ? » a été menée en 2024. À partir d'un nouvel indicateur décliné en 2015 et en 2021 à des échelles géographiques fines, la dégradation des niveaux d'accessibilité spatiale aux médecins généralistes des





différentes populations franciliennes a pu ainsi être objectivée.

### QUARTIERS DE GARE

En 2024, L'Institut Paris Region a poursuivi ses travaux sur les quartiers de gare dans le cadre de son accompagnement stratégique et environnemental du projet Grand Paris Express, en déployant trois axes d'intervention complémentaires. L'Institut a tout d'abord contribué à l'élaboration des monographies des quartiers de gare du Grand Paris Express, en partenariat avec l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) et la DRIEAT. Cette contribution s'est notamment concentrée sur les lignes 14 et 15 Sud, avec l'apport d'analyses environnementales visant à enrichir les diagnostics territoriaux et à éclairer la planification urbaine autour des futures gares.

Parallèlement, L'Institut a poursuivi la formalisation d'un jeu d'indicateurs pour l'Observatoire environnemental des quartiers de gare, avec une attention particulière portée aux dimensions biodiversité (via les enjeux de renaturation et d'ICU), carbone (émissions de GES, qualité de l'air), nuisances sonores et mobilités actives (marchabilité, walkscore). Ces travaux, menés en étroite collaboration avec la Société du Grand Paris, ont donné lieu à une phase d'expérimentation sur plusieurs quartiers pilotes (Sevran, Clichy-Montfermeil, Chelles – ligne 16), permettant d'interroger à la fois la robustesse méthodologique, les échelles de représentation et la pertinence opérationnelle des indicateurs proposés.

Enfin, L'Institut a produit une série de cartographies thématiques mettant en relation le réseau du GPE avec les grands espaces naturels et les sites d'intérêt

du territoire métropolitain. Ces cartographies abordent notamment l'accessibilité aux espaces naturels depuis les gares ainsi que l'identification des territoires carencés en espaces verts. Un travail collaboratif sous forme d'ateliers prospectifs a été conduit autour de la carte « Le Grand Paris des continuités », dans une logique de sensibilisation des élus locaux et du grand public à la mobilité durable vers les espaces naturels depuis les gares du GPE. Cette carte fera l'objet d'une publication prévue à l'été 2025.

### CENTRES-VILLES

Le programme Centres-villes Vivants (CVV) de la Métropole du Grand Paris vise à accompagner les communes métropolitaines volontaires dans leurs projets de revitalisation des centres-villes. L'Institut a accompagné, comme il le fait chaque année depuis la création de ce dispositif, la Métropole sur plusieurs aspects : participation aux comités techniques, aux travaux du programme européen Urbact pour lequel la MGP est lauréate et cheffe de file du projet Cities@heart, organisation d'une session de formation à destination des managers de centre-ville...



### VEILLE SUR LES TIERS-LIEUX

Hybrides, à la fois espaces partagés et collaboratifs, les tiers-lieux permettent de travailler facilement à distance, d'entreprendre, de produire ou de créer une entreprise. Ils contribuent ainsi à consolider certaines polarités, superposant dans certains cas ou jours de la semaine les lieux d'habitation et de travail. La réponse qu'ils offrent au besoin d'agilité et de cocréation est l'une des raisons de leur succès. En 2024, L'Institut a maintenu une veille sur ces structures permettant de maintenir son expertise sur le sujet, en particulier dans le cadre du programme « Tiers-lieux métropolitains » de la MGP.

### ACCOMPAGNEMENT DES PNR FRANCILIENS

L'Institut suit les grandes étapes des révisions des Parcs Naturels Régionaux Franciliens. Pour le PNR du Gâtinais français, L'Institut a participé à la visite du Conseil national de la protection de la nature (CNPN) et de la Fédération nationale des parcs naturels régionaux (FNPNR) en février 2024, et a pu argumenter à cette occasion. L'enquête publique s'est déroulée fin 2024. Pour le PNR de la Haute vallée de Chevreuse, L'Institut a rendu un avis sur les premiers éléments du projet de charte.

### TRAVAUX PRÉPARATOIRES AUX PROCHAINS CAHIERS SUR LES RURALITÉS MÉTROPOLITAINES

Les travaux sur le rural se sont orientés vers l'élaboration d'un *Cahier*. Pour bâtir le sommaire, deux ateliers internes transversaux ont été organisés et un pré-sommaire a été présenté en fin d'année 2024.

## CONFORTER LE RAYONNEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL DE L'ÎLE-DE-FRANCE

### PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'ÎLE-DE-FRANCE

Première région économique française et l'une des plus dynamiques à l'échelle européenne, l'Île-de-France bénéficie d'une position stratégique au croisement des flux économiques mondiaux. Elle rassemble des atouts majeurs en matière d'attractivité, de productivité et de diversité sectorielle. Ces données sont régulièrement actualisées dans la publication « Chiffres clés de la Région Île-de-France », éditée en partenariat avec Choose Paris Region, la CCI Paris Île-de-France et l'Insee. Une nouvelle édition a été publiée en 2024.

### APPUI A L'ACCUEIL ET LA PROMOTION

Les événements professionnels (congrès, séminaires, salons...) constituent un moment clé pour les communautés de professionnels. En partenariat avec la CCI Paris Île de France, UNIMEV et Promosalons, L'Institut a publié une Note Rapide en 2024 qui identifie environ 700 000 m<sup>2</sup> de surfaces et 21 sites principaux en Île-de-France. Par ailleurs, une carte interactive répertoriant les start-up, leurs incubateurs et accélérateurs, coproduite avec la Région Île-de-France et Choose Paris Region, a été actualisée. Une enquête spécifique auprès de ces structures a également été menée en 2024, avec un objectif de renouvellement annuel.

### RÉSEAUX NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

L'Institut renforce sa participation aux dynamiques collaboratives, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Il s'investit activement au sein de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), notamment à travers les travaux menés avec les agences de planification à l'international. Ainsi, le réseau mondial des agences d'urbanisme, animé par la FNAU (Brigitte Bariol, présidente du réseau) avec l'appui de L'Institut (secrétaire général du réseau) a été fortement mobilisé via plusieurs événements internationaux majeurs : le World Planning Congress d'ISOCARP à Sienne, la Smart City World Expo de Barcelone, le Forum urbain

mondial d'ONU-Habitat, et la conférence Metropolitan Planning International à Shanghai. Le réseau a également appuyé le renforcement des agences de planification de Kinshasa, Tunis, Casablanca, Erevan et Hanoi. Le Brésil a rejoint le réseau via la fédération de ses agences, et des discussions sont en cours avec de nouvelles villes candidates comme New York, Berlin, Barcelone, Istanbul, Pékin, Shanghai et Séoul.

L'Institut a également animé le groupe de travail sur les Solidarités territoriales dans le cadre de la préparation du Forum urbain mondial d'ONU-Habitat. Trois ateliers multi-acteurs ont permis la production d'une brochure et d'une vidéo représentant la position française sur le sujet. Un atelier a été organisé sur le Pavillon France durant la conférence du Caire en novembre 2024.

Le réseau Heritopolis, auquel participe L'Institut, poursuit ses travaux sur la valorisation du patrimoine métropolitain, en lien avec plus de vingt métropoles et un écosystème pluridisciplinaire (universitaires, chercheurs, praticiens). Cette démarche a été présentée lors du Forum urbain mondial d'ONU-Habitat.

L'Institut a représenté ICOMOS comme co-chair d'Habitat Professional Forum d'ONU-Habitat pour animer pendant deux ans la communauté mondiale des professionnels de l'urbain et des territoires. Cette co-présidence a permis la mise en œuvre de la Feuille de route de HPF (24 thématiques) dont celle sur la planification des mégapoles pour le

climat, et l'adoption d'une charte mondiale sur la Participation. L'Institut anime également un groupe d'experts d'ICOMOS spécialisé sur les enjeux urbains.

Dans le cadre du groupe d'experts de l'association METREX From Roads to Streets qu'il pilote, L'Institut a poursuivi ses travaux sur le thème des « avenues métropolitaines », avec la co-animation de l'atelier final Urban Regeneration on the City Fringe (Oslo) et la préparation d'une synthèse sur les stratégies d'aménagement urbain liés à la mutation d'infrastructures routières en Europe. Les premiers résultats de ce travail ont été présentés à la Conférence mondiale Walk 21 (Lisbonne, octobre 2024) et publiés dans la revue britannique *Urban Design* (janvier 2025).

L'Institut a en outre confirmé sa participation aux réflexions internationales des métropoles sur la culture sur via le réseau World Cities Culture Forum dont elle est membre fondateur.

Enfin, L'Institut a consolidé son rôle au sein du RARE (réseau des agences régionales de l'environnement et de l'énergie), en lien avec le Secrétariat Général à la Planification Écologique (SGPE) et le ministère de la Transition écologique. Par ailleurs, l'AREC assure la vice-présidence « sobriété énergétique » de la FEDARENE, contribuant activement au Manifeste européen pour la sobriété et aux travaux sur la révision des directives européennes relatives à l'énergie.

L'Institut renforce également sa présence sur les appels à projets européens.



## ÉVALUATION DES IMPACTS URBAINS DES JEUX DE PARIS 2024

Dans le cadre de son programme partenarial, L'Institut conduit une évaluation des impacts urbains des Jeux de Paris 2024 à l'échelle francilienne. Cette démarche, construite en partenariat avec le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, s'appuie sur une note de cadrage produite fin 2023 à l'issue d'une phase préparatoire mobilisant collectivités, aménageurs et experts. La seconde phase, déployée en 2024-2025, vise à documenter les transformations induites par l'événement autour de plusieurs volets. Ce travail permettra d'objectiver les effets des Jeux sur les territoires et d'en tirer des enseignements utiles à la conduite des grands projets métropolitains à venir.

## APPUI À LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Les experts de L'Institut sont régulièrement sollicités pour appuyer les actions de coopération décentralisée de la Région Île-de-France à travers le monde.

### Erevan (Arménie)

La coopération décentralisée avec Erevan a repris une forte dynamique en 2024, après une période troublée par une guerre et des élections municipales. Plusieurs missions dans les trois composantes du projet aboutissent à des résultats : ouverture des premières voies réservées pour le bus ; mise en place de projets pilotes de collecte des déchets solides ; préparation du plan de formation SIG des services techniques (urbanisme, mobilité, environnement).

### Tchernihiv et Kiev (Ukraine)

La coopération décentralisée avec Tchernihiv consiste en un appui à la reconstruction de la ville et de l'oblast dans le domaine de l'urbanisme. Le projet est financé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il se concentre sur l'aménagement de quartiers. La préparation d'un projet de coopération décentralisée avec l'oblast de Kiev a été lancée en 2024 dans le cadre d'un FICOL (AFD). Il portera principalement sur un programme de formation professionnelle dans le domaine de l'urbanisme.

### Hanoi (Vietnam)

Le projet Moov'Hanoi, cofinancé par la Région et l'AFD, traite de l'amélioration de l'attractivité des bus urbains et du métro par le développement de l'intermodalité. Une enquête mobilité sur 2000 résidents de Hanoi a été conduite en 2024 et a donné lieu à un rapport détaillé. L'Institut a également contribué à l'organisation de deux séminaires internationaux sur place : l'un sur la smart city et l'autre sur la planification des transports.

### Abidjan (Côte d'Ivoire)

Après avoir piloté l'élaboration de la Stratégie d'économie circulaire d'Abidjan (STECA), L'Institut accompagne sa mise en œuvre dans le cadre du projet TEECO. Il intervient principalement sur la structuration de la gouvernance locale, en lien avec la Région Île-de-France, et en appui au déploiement d'un site démonstrateur porté par le GRET. Le projet inclut aussi un volet de sensibilisation citoyenne impliquant des lycéens abidjanais et franciliens.

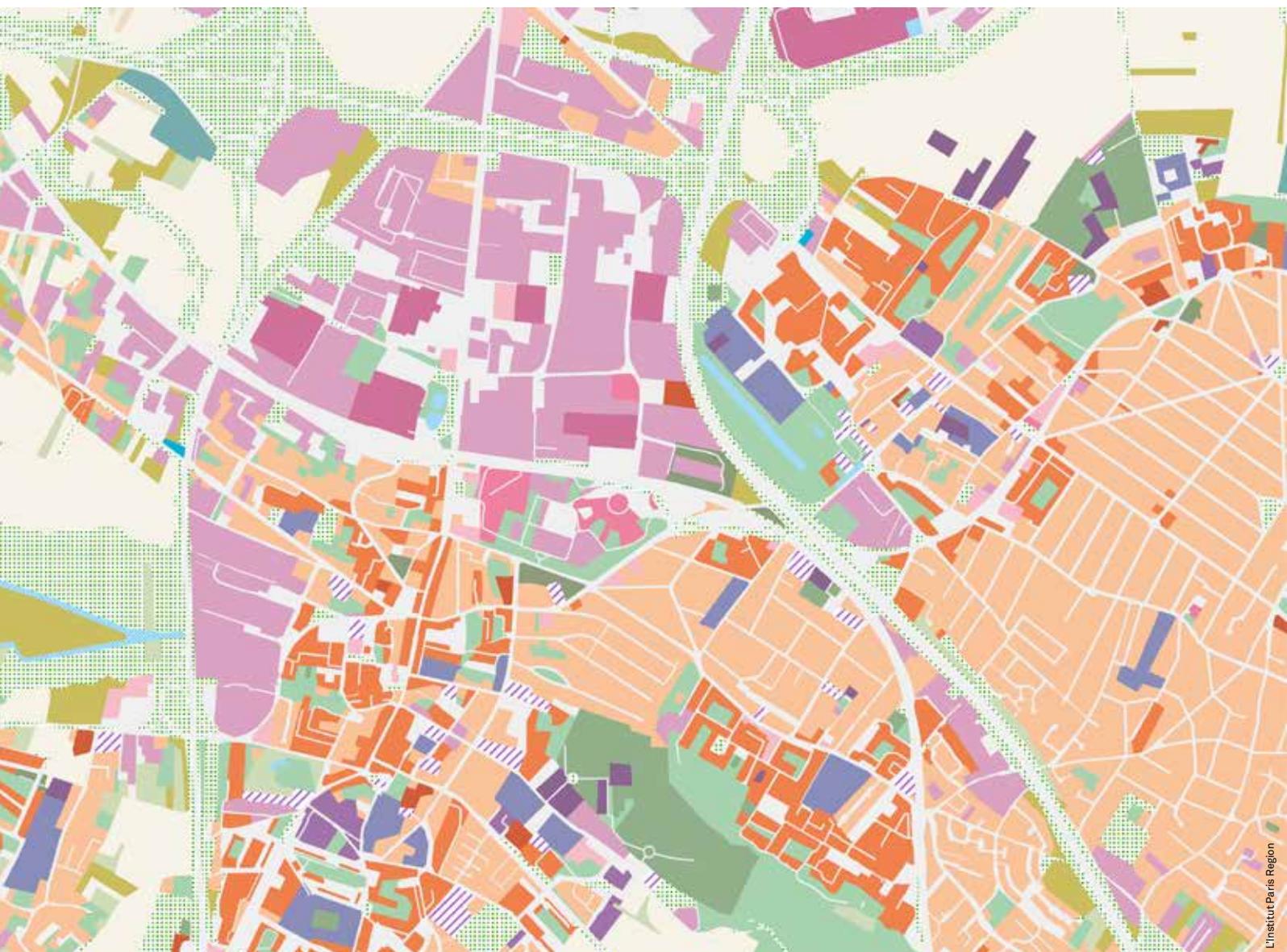
### Territoires numériques en transitions

Dans le cadre du projet Territoires Numériques en Transition (ECONNECT), L'Institut Paris Region accompagne, aux côtés de Cap Digital, les villes d'Antananarivo, Abidjan, Casablanca et Rufisque dans la transformation numérique de leurs politiques publiques. En 2024, l'IPR a coordonné la phase de diagnostic et d'élaboration de stratégies numériques locales. La phase 2 débutera en 2025 avec un programme de formation et d'échanges d'expériences entre partenaires.

### Casablanca (Maroc)

L'Institut a contribué à une étude d'opportunité et de faisabilité du déploiement des nouveaux services de mobilité à Casablanca, en partenariat avec TTK. Il est ainsi intervenu à la première phase de l'étude (diagnostic, dont benchmark et enquêtes de marché).





# CARTES ET DONNÉES, FORMATION ET RECHERCHE

L'INSTITUT STRUCTURE, ORGANISE, ANALYSE INDICATEURS ET FLUX DE DONNÉES  
POUR CARTOGRAPHIER ET INFOGRAPHIER LES ÉVOLUTIONS FRANCILIENNES.  
ACTIVATEUR DE DÉBATS, PASSEUR ET PARTENAIRE DU MONDE DE LA RECHERCHE,  
CENTRE DE RESSOURCES DOCUMENTAIRES, DIFFUSEUR D'IDÉES ET D'EXPERTISE,  
IL DONNE DES CLEFS POUR DÉCRYPTER, COMPRENDRE ET AGIR.

## CARTES ET DONNÉES

### DATA FORUM

En 2024, L'Institut a inauguré le premier Data Forum : une rencontre privilégiée avec nos adhérents autour des usages de la donnée. Cet échange a permis de mettre en lumière des cas d'usages des données de L'Institut avec des retours d'expériences. Du suivi de la consommation des ENAF pour un observatoire à la maîtrise foncière pour accompagner les acteurs dans leur projet en passant par les îlots de chaleur urbains pour anticiper le risque « vague de chaleur », les témoignages ont été riches sur la manière dont nos adhérents peuvent mobiliser nos données pour leurs travaux et l'accompagnement de L'Institut dans la maîtrise des indicateurs.

Cette rencontre a également été ponctuée par un moment plus « pratique » avec des espaces de démonstration autour de cas d'usage : détecter des objets avec l'IA, partager des données via un observatoire, définir l'accessibilité ou la desserte d'un site, construire une analyse multicritère.

### MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DATA DE L'INSTITUT

En avril 2024, L'Institut a adopté sa stratégie data qui définit de grandes orientations autour de trois axes forts : le pilotage de la data, l'optimisation de la gouvernance et le positionnement de L'Institut dans l'écosystème régional et national. La mise en œuvre de cette stratégie s'accompagne d'une transformation du département des Systèmes d'information en un Département Data & Innovation numérique dont les missions sont autant de coordonner que d'accompagner les équipes de manière transversale pour disposer de données, d'outils et d'un environnement numérique permettant de répondre aux grandes orientations stratégiques de L'Institut.

Différentes actions ont été menées pour mettre en œuvre les orientations notamment sur le recours à l'intelligence artificielle. Une trentaine d'experts de L'Institut, aux profils variés, se sont réunis lors d'un séminaire pour s'acculturer et échanger sur les enjeux de l'IA. Cette rencontre et les échanges qu'elle a suscités ont permis d'élaborer une feuille de route IA pour L'Institut en priorisant des travaux pour 2025. Trois grands axes ont



été définis : évaluer les outils disponibles et leurs impacts, accompagner et former les équipes et prioriser deux chantiers de R&D mobilisant l'IA.

### UN MOS « UPGRADÉ » POUR 2025

En 2024, un vaste chantier d'amélioration du Mos (Mode d'occupation du sol) a été lancé. Ce chantier visait à apporter des évolutions tant sur la forme (corrections et améliorations géométriques et granulométriques du Mos) que sur le fond (évolution et adaptation de la nomenclature). Les travaux réalisés par L'Institut ont apporté des évolutions considérables sur notre base historique pour lui permettre de répondre aux attentes et aux nouveaux enjeux. Des corrections ont été apportées de manière rétroactive sur l'ensemble des onze millésimes aujourd'hui disponibles. Un groupe de travail, réunissant différents experts thématiques, a redéfini la nomenclature apportant des précisions



et une organisation plus adaptée.

En 2025, la nouvelle mise à jour du Mos pourra être réalisée sur la base d'un inventaire renouvelé, intégrant notamment les espaces publics sur l'ensemble de millésimes et abordant des thématiques jusqu'ici absentes ou mal identifiées.

### PLATEFORME SMART SERVICES : ABRIS CLIMATIQUES

L'Institut contribue à la plateforme Smart Services de la Région Île-de-France. Il alimente plusieurs services en fournissant les données, en apportant son expertise et en participant aux différentes instances décisionnelles. En 2024, L'Institut a notamment contribué à alimenter le service « Île-de-France de demain » qui propose une immersion dans la maquette 3D régionale. Ce service comprend plusieurs thématiques avec notamment la possibilité d'explorer et de mieux comprendre les impacts des vagues de chaleurs en Île-de-France. Les données de L'Institut et les échanges avec nos experts lors d'un atelier ont permis d'ajuster et de construire ce service.

#### Mises à jour de Cartoviz en 2024

- Logements
- Constructions bois et biosourcées
- Rénovation énergétique des copropriétés
- Chaleur en ville
- Intercommunalités
- Profils socio-sanitaires des communes
- Zones inondées potentielles
- Energif - ROSE

#### Cartothèque : des cartes régionales téléchargeables

- Limites administratives : également disponibles en format vectoriel
- Les intercommunalités au 1<sup>er</sup> janvier 2025
- Les réseaux routiers et transports en commun
- L'offre de locations saisonnières en Île-de-France

## FORMATION ET RECHERCHE

### DES FORMATIONS SUR CATALOGUE ET SUR MESURE

En 2024, L'Institut a proposé une trentaine de sessions de formations, sur catalogue et sur-mesure, pour l'ensemble des acteurs, publics ou privés, qui sont partie prenante des politiques publiques territoriales en Île-de-France et au-delà. Cette offre s'est appuyée sur la transversalité unique de L'Institut, sur sa connaissance des acteurs et des dynamiques territoriales aux différentes échelles tout en mobilisant l'ensemble des données quantitatives et qualitatives partagées ou inédites de L'Institut. Elle a accordé une large place aux enjeux environnementaux et climatiques, tels que la sobriété foncière, la préservation de la biodiversité, l'économie circulaire, la rénovation énergétique ou les énergies renouvelables. Elle a renouvelé les manières d'aborder des sujets tels que l'aménagement économique, les mutations institutionnelles en Île-de-France ou les dynamiques démographiques et économiques à l'heure du ZAN.

### DÉBATS ET CONFÉRENCES

En 2024, L'Institut a proposé trois petits-déjeuners décideurs-chercheurs sur des sujets d'actualité pour l'Île-de-France. Ces débats ont mobilisé les résultats de recherches récentes, identifié des questions vives, des zones d'ombre, des propositions et engagé un débat entre des chercheurs, des décideurs et un public varié (professionnels, enseignants-chercheurs, étudiants). De format court, ils ont porté sur les thèmes suivants : « Les Franciliens sont-ils attachés à leur territoire ? » ; « Imaginer et mettre en œuvre la sobriété immobilière » ; « Le syndic de copropriété, acteur du territoire en Île-de-France ».

En 2024, L'Institut a lancé un nouveau cycle de conférences ouvert au public sur la territorialisation des politiques de santé. L'objectif est de mieux comprendre la reconfiguration de la gouvernance territoriale de la santé aujourd'hui en Île-de-France, d'identifier les enjeux de coopération en matière de santé au service du territoire, mais aussi d'équité entre les territoires, et la façon dont les acteurs concernés s'organisent. Ces questions ont constitué le fil directeur de conférences entre chercheur, expert de L'Institut et de l'ORS, un élu local ou

professionnel de la santé. En 2024, les thématiques ont été : « Quelles dynamiques au sein des collectivités ? » ; « Quelle prise en compte des inégalités sociales et spatiales ? » ; « Quelles implications pour les acteurs et élus locaux ».

### AUTOUR DES THÈSES ET DES ATELIERS D'ÉTUDIANTS

En 2024, Lucas Spadaro a soutenu sa thèse en CIFRE, « L'expérimentation en urbanisme face aux enjeux de la transition énergie-climat », co-encadrée par l'Université Gustave Eiffel et Paris-Est Créteil et L'Institut. Cette recherche met en évidence que, si l'expérimentation apparaît comme la norme d'un « urbanisme climatique », elle appelle à professionnaliser ce mode de faire et à interroger sa relation avec les outils habituels de l'aménagement urbain que sont la planification et le projet d'urbanisme. D'autre part à la demande de L'Institut Paris Region, l'atelier « métropole parisienne » du DSA « projet urbain » de l'École nationale d'architecture de Paris Belleville explore depuis 2021 les enjeux d'aménagement du « système fluvial francilien ». En 2024, la thématique proposée par L'Institut a concerné la reconversion, l'aménagement et la renaturation des espaces en friches dans la boucle nord des Hauts de Seine. Dans ce territoire particulièrement grevé par les contraintes environnementales, les

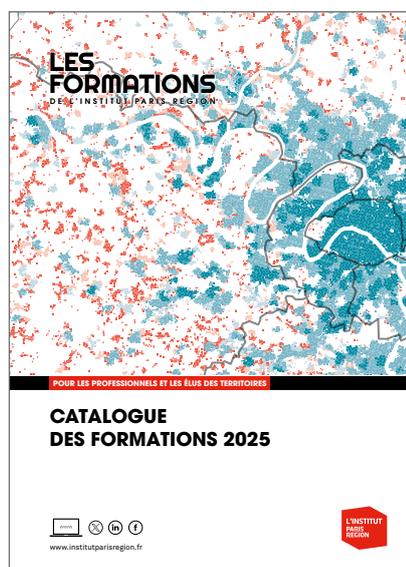
projets des étudiants devaient permettre de produire un urbanisme permettant d'accueillir des populations et des espaces publics de qualité en respectant l'objectif du « ZAN » et sans aggraver l'aléa crue/inondation. Enfin deux ateliers d'étudiants (Master 1 et 2) ont été commandités à l'École d'Urbanisme de Paris sur des enjeux aussi importants que le polycentrisme francilien et l'héritage urbain des Jeux de Paris 2024.

### PARTENARIATS STRUCTURANTS

En 2024, L'Institut a poursuivi le développement de relations partenariales avec des acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur. Avec la Plate-forme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU) Grand Paris, L'Institut a activement participé au cycle annuel de séminaires visant à explorer les conditions d'une transition écologique métropolitaine, notamment sur les thématiques « Ville numérique : nouvelles données et compréhension des modes de vie métropolitains » et « Espaces ouverts et ruralités métropolitaines en Île-de-France ». Avec le GREC, Groupe régional d'expertise sur le changement climatique et la transition écologique en Île-de-France, L'Institut a participé à l'élaboration de plusieurs de ses carnets et préparé une feuille de route déclinée dans une nouvelle convention de partenariat.



Brigitte Guigou/L'Institut Paris Region



Avec les douze travaux qui structurent le programme partenarial 2025 de L'Institut, l'offre de formation continue d'évoluer pour mieux répondre aux attentes des acteurs territoriaux. Elle s'appuie sur une expertise transversale et pluridisciplinaire unique en France, mobilisant à la fois l'ancrage territorial, la connaissance fine des dynamiques régionales et un socle partagé de données qualitatives et quantitatives.

En 2025, les enjeux environnementaux et climatiques occupent une place centrale : décarbonation, énergies renouvelables, territorialisation des effets du changement climatique, économie circulaire, sobriété foncière, nature en ville ou encore préservation de la biodiversité. Autant de formations conçues pour donner des clés de compréhension et d'action face à des défis systémiques.

L'Institut renouvelle également les manières d'aborder des thématiques telles que la planification régionale, la mobilité, la transformation des espaces productifs, les mutations démographiques ou les crises du logement. Cette approche décloisonnée favorise une meilleure articulation entre stratégies d'aménagement, politiques publiques et réalités de terrain.

Ouvertes à l'ensemble des acteurs publics et privés impliqués dans les politiques territoriales, ces sessions sont conçues pour être pleinement opérationnelles. Elles visent à renforcer les capacités d'analyse et de pilotage, à éclairer les choix et à soutenir la mise en œuvre des transitions à toutes les échelles du territoire francilien.



Retrouvez notre offre de formations  
sur notre site internet :  
[https://www.institutparisregion.fr/  
notre-offre-de-formations/](https://www.institutparisregion.fr/notre-offre-de-formations/)



L'INSTITUT PARIS REGION  
A REÇU LA CERTIFICATION QUALIOPi  
LE 16 DÉCEMBRE 2020  
POUR LES ACTIONS DE FORMATION

### NOTRE ENGAGEMENT QUALITÉ

L'Institut Paris Region a obtenu, le 16 décembre 2020, la certification Qualiopi obligatoire en application de l'article L. 6316-1 du Code du travail sous le n°637276.

Numéro de déclaration d'activité de prestataire de formation : 11756220575

L'Institut répond aux critères du Référentiel National Qualité AC-REF-003-02. Il est « référençable » par l'ensemble des financeurs de la formation professionnelle.

Les sept critères cumulatifs permettant de s'assurer de la qualité des actions de formation :

- Les conditions d'information du public sur les prestations proposées, les délais pour y accéder et les résultats obtenus ;
- L'identification précise des objectifs prestations proposées et l'adaptation de ces prestations aux publics bénéficiaires, lors de la conception des prestations ;
- L'adaptation aux publics bénéficiaires des prestations et des modalités d'accueil, d'accompagnement, de suivi et d'évaluation mises en œuvre ;
- L'adéquation des moyens pédagogiques, technique et d'encadrement aux prestations mises en œuvre ;
- La qualification et au développement des connaissances et compétences des personnels chargés de mettre en œuvre les prestations ;
- L'inscription et l'investissement du prestataire dans son environnement professionnel ;
- Le recueil et à la prise en compte des appréciations et des réclamations formulées par les parties prenantes aux prestations délivrées.

### Validation Qualiopi

L'Institut Paris Region a reçu la certification Qualiopi le 16 décembre 2020 pour les actions de formation.

### Validation ministère de l'Intérieur

L'Institut Paris Region a été agréé par le Ministère de l'Intérieur pour dispenser des formations aux élus locaux en 2018. Cette attribution a été renouvelée le 27 juillet 2020 pour quatre ans.

# L'INSTITUT SE TRANSFORME

## LA POURSUITE DU PROJET D'ÉTABLISSEMENT: LE DÉVELOPPEMENT DE LA TRANSVERSALITÉ EN INTERNE

Après avoir défini de nouvelles orientations (développement d'un nouveau lien avec les adhérents, positionnement renforcé sur la data, présence accrue à l'international) et lancé une réflexion sur plusieurs process internes via des fiches actions en interne en 2023, la direction générale a mis l'accent sur le développement de la transversalité en 2024.

Cette ambition s'est concrétisée par la mise en place de plusieurs nouvelles démarches.

Un « think tank interne » a été lancé, visant non seulement à stimuler et amplifier les capacités d'innovation en s'appuyant sur la pluridisciplinarité et la transversalité des équipes mais aussi à créer des coopérations inédites avec l'extérieur : regards croisés, expérimentations, coproductions... Un premier

groupe de travail de préfiguration du think tank s'est réuni le 25 janvier afin d'identifier des premières pistes de réflexion. Trois sujets ont d'ores et déjà été identifiés pour lancer une dynamique collective dès 2024 :

- Requestionner la densification comme une solution vertueuse
- Repenser les modèles économiques et sociaux dans les limites planétaires
- Représenter la matérialité des flux en Île-de-France

Le think tank est ouvert à tous les salariés de L'Institut, qui peuvent proposer des idées et contribuer aux échanges. En 2024, le groupe de travail de préfiguration a également été mobilisé pour identifier des sujets porteurs et/ou en avance de phase en amont de l'élaboration du programme partenarial.

Autre vecteur de transversalité, les différents experts data de L'Institut sont regroupés autour d'une communauté

transversale de plus de 40 membres : le Data Cube. L'animation de cette communauté est assurée par des experts aux profils variés issus de différents départements thématiques de L'Institut pour être au plus près des besoins. Cette communauté porte des valeurs et des orientations majeures autour de 4 axes : fédérer, innover, mutualiser et diffuser la culture data. En 2024, la mise en place d'une stratégie data pour l'Institut a permis de définir plusieurs actions concrètes dont la mise œuvre s'appuie sur le DDINUM (issu de la transformation du DSI) et sur le Data Cube. Les rencontres et ateliers proposés tout au long de l'année permettent d'alimenter nos réflexions communes, accompagner les équipes et innover dans une démarche collective et transversale.

Enfin, dès septembre 2024, le principe d'élaboration de feuilles de route matricielles a été acté afin d'accroître la lisibilité des sujets et des ressources



L'Institut Paris Region

disponibles à L'Institut (offre pour les membres), de renforcer la dimension pluriannuelle des travaux avec une traduction annuelle dans le programme partenarial et de favoriser une meilleure mutualisation des moyens à l'interne. Plusieurs feuilles de route matricielles ont été identifiées : décarbonation, adaptation, foncier, économie circulaire, logistique, accessibilité, santé environnement. Pour chacune d'entre elles, une organisation en mode projet a été mise en place avec un département chef de projet et une mobilisation transversale des experts de L'Institut.

### LA PRÉPARATION DU DÉMÉNAGEMENT ET DE L'EMMÉNAGEMENT SUR LE SITE DE SAINT-DENIS PLEYEL

En complément du processus de dialogue avec les représentants du personnel dans le cadre du CSE, un groupe de travail piloté par la Secrétaire Générale et le Directeur Général adjoint a été mis en place afin d'appréhender les besoins et les attentes des salariés et identifier des premiers scénarios d'organisation de l'espace en amont de l'intervention de l'assistance à maîtrise d'ouvrage (architecte).

Par ailleurs, plusieurs visites des futurs locaux de Saint-Denis Pleyel ont été organisées dès septembre 2024. Ces visites ont par ailleurs permis d'appréhender l'environnement du campus Pleyel avec de premiers repérages dans le nouveau quartier en transformation (nouvelle gare M14, passerelle, village olympique, espace public en transformation...).

### UN ORGANIGRAMME PLUS RESSERRÉ

À la faveur de départs de directeurs et de nouvelles synergies (planification/aménagement, économie/emploi formation...), plusieurs directions/missions ont été regroupées permettant de gagner en efficacité.

#### La création d'un Secrétariat général

- Corinne Gadini, Secrétaire générale, qui avait rejoint L'Institut le 1<sup>er</sup> septembre 2023 au poste de directrice du département budget finances, a le 1<sup>er</sup> juin 2024, au départ de Laurence Deruelle, directrice des ressources humaines, pris en charge également cette direction renommée à cette occasion Secrétariat général.



L'Institut Paris Region

#### La fusion des départements urbanisme et planification

- Sandrine Barreiro, directrice du DUAP, occupait jusqu'au 11 septembre 2024 la fonction de directrice du département planification, elle a au départ de Cécile DIGUET, directrice du département urbanisme et aménagement pris en charge également cette direction, le nouveau département issu de cette fusion a été baptisé DUAP, département urbanisme aménagement et planification.

#### Le département emploi formation s'est adossé au département économie

- Claire Peuvergne auparavant directrice de l'IRDS, est à la tête du département Emploi-formation (OREF) depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2023 et a pris en charge également le département économie depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2024.

#### Nominations à la direction de l'AREC, de la l'ARB îdF et du département communication

- Aude Saraudy, directrice de la communication, titulaire d'un Mastère ingénierie et management de projets et d'un MBA Manager du marketing et de la communication, était de 2019 à 2023 en charge de la communication à l'agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), elle a pris les fonctions de directrice de la communication de l'IPR le 9 septembre 2024.

- Thomas Hemmerding, directeur de l'agence régionale énergie climat, titulaire d'un Master sciences et génie de l'environnement, il occupait un poste de chargé d'études au département énergie climat de l'IPR, il a pris les fonctions de directeur le 1<sup>er</sup> novembre 2024.

- Jonathan Flandin a été nommé directeur de l'Agence Régionale Biodiversité Île-de-France, le 1<sup>er</sup> février 2024. Il occupait un poste de chargé de mission écologique au sein de l'ARB îdF.

#### SITUATION DES EFFECTIFS

Au 31 décembre 2024, L'Institut comptait un effectif total en CDI de 211 salariés soit 200 CDI en équivalent temps plein calculé en moyenne mensuelle. À cet effectif s'ajoutaient à la même date 9 CDD ainsi que 10 alternants (apprentis, contrats de professionnalisation et CIFRE) portant l'effectif à 230 personnes au total soit 218 en équivalent temps plein, hors intérim et CDD de remplacement.

#### ILS NOUS ONT REJOINT EN 2024

L'Institut a eu le plaisir d'accueillir en 2024 deux nouveaux partenaires au sein de son programme d'études : l'EPA-MARNE et Grand Paris Sud Est Avenir, témoignant ainsi d'une dynamique de coopération renforcée avec les territoires en mutation.

# HORS PROGRAMME PARTENARIAL

## PRINCIPAUX CONTRATS EN ÎLE-DE-FRANCE

- **ADEME**
  - . Urbanisme tactique
  - . Étude sur la production d'informations aux intercommunalités sur les potentiels financiers liés à la TEOM (3<sup>e</sup> et dernière année)
- **Conseil Départemental du Val-d'Oise**
  - Étude sur le potentiel de développement des ENR dans le Val-d'Oise
- **DRIAAF**
  - Diagnostic d'offre alimentaire / CRALIM et Valorisation numérique, mise en perspective du diagnostic
- **EPAURIF**
  - Étude Mobilité site Illustration de Bobigny
- **EPA MARNE**
  - Élaboration Projet Stratégique Opérationnel
- **EPT Grand Paris Grand Est**
  - Étude des cœurs d'îlots de Livry Gargan
- **Île-de-France Mobilités**
  - Études territoriales à partir des projections de population et d'emploi pour Vallée Sud Grand Paris et Est Ensemble
- **RTE**
  - Étude Data Centers
- **Ville de Paris**
  - Étude sur l'épidémiologie des cancers à Paris

## CONTRATS À L'INTERNATIONAL

- **Stratégie TOD de Dubaï (Émirats arabes unis)**
  - Dans le cadre d'un projet mené par Egis Villes & Transports, L'Institut a contribué à la stratégie d'aménagement des quartiers de gare (Transit Oriented Development) de Dubaï. Il a veillé à l'articulation entre le schéma directeur et les centralités, et réalisé un benchmark international sur 25 métropoles. Une *Note rapide* a permis de tirer des enseignements pour l'Île-de-France.
- **Appui à l'élaboration du schéma directeur de Kolwezi (République démocratique du Congo)**
  - En partenariat avec Expertise France et plusieurs acteurs (ISAU, BRGM, SEURA), L'Institut a co-construit le schéma directeur de Kolwezi, réalisé un diagnostic territorial, proposé des orientations d'aménagement et accompagné la création d'une agence d'urbanisme pour la ville et la province du Lualaba.
- **Assistance technique auprès de la Cellule de Développement urbain de Kinshasa (République démocratique du Congo)**
  - Avec le soutien de la Banque mondiale, L'Institut a accompagné la montée en compétences de la Cellule de Développement Urbain de Kinshasa (CDUK) afin de la structurer en agence d'urbanisme. L'appui a porté sur son positionnement stratégique, ses moyens et son rôle dans les grands projets urbains à venir.
- **Plan de conservation de Boukhara (Ouzbékistan)**
  - Dans le cadre d'un projet porté par le cabinet Wilmotte avec plusieurs partenaires, L'Institut a contribué à l'élaboration d'un plan de conservation intégrant stratégie d'aménagement, valorisation du patrimoine et régulation des mutations urbaines.
- **Plan régional de Jazan (Arabie saoudite)**
  - Aux côtés de SETEC et Beyond, L'Institut a participé à la finalisation du diagnostic territorial et à l'élaboration du scénario de référence et des documents d'urbanisme pour cette région stratégique du sud-ouest saoudien.
- **Plan régional de Eastern Region (Arabie saoudite)**
  - Mobilisé dans une équipe internationale (SETEC, SOM, Pegasys, Beyond), L'Institut contribue au diagnostic du territoire selon cinq grands axes : urbanisme, environnement, infrastructures, développement économique et gouvernance.
- **Plan de reconstruction patrimoniale de Beyrouth (Liban)**
  - Commandité par l'UNESCO, le plan vise la réhabilitation des quartiers affectés par l'explosion du port. En lien étroit avec la Direction générale des Antiquités du Liban, L'Institut a participé à l'élaboration d'un plan d'action et d'un projet de loi introduisant les transferts de droits à construire pour préserver les tissus patrimoniaux.
- **Évaluation stratégique de la mise en œuvre du SDAU de Casablanca (Maroc)**
  - L'Institut a accompagné l'Agence urbaine de Casablanca dans l'analyse du SDAU et a formulé des recommandations sur le rythme d'urbanisation, la préservation de la ceinture verte, les dispositifs de gouvernance. Le rapport final propose aussi une révision partielle du SDAU.

# PUBLICATIONS, RESSOURCES MULTIMÉDIAS

## **Rapports d'études, monographies, ouvrages de référence**

- Profils socio-sanitaires des communes (janvier 2024) : analyse des indicateurs de santé à l'échelle communale.
- Enquête régionale sur la mobilité des Franciliens (avril 2024) : étude des pratiques de déplacement en Île-de-France.
- Évaluation de l'impact urbain des Jeux Olympiques et Paralympiques (juillet 2024) : méthodologie d'évaluation des effets des JOP sur l'aménagement urbain.
- Approche tactique pour aménager les espaces publics autrement - Clés pour agir - 29 novembre 2024 - Lisa Gaucher, Maximilian Gawlik, Frédérique Prédali
- Dynamiques et stratégies logistiques des grandes enseignes alimentaires dans les territoires franciliens - 28 novembre 2024 - Antoine Beyer, Paula Yaghi
- Agir sur les trajectoires du pavillonnaire - Sorts et ressorts de l'habitat individuel en Île-de-France : stratégie et outils 14 novembre 2024 - Damien Delaville, Alienor Heil-Selimanovski, Anne-Claire Davy, Yann Watkin, Lucile Mettetal
- Promenons-nous dans les cimetières - Quel potentiel pour renforcer l'offre en espaces verts et de nature ? 6 novembre 2024 - Corinne Legenne
- Être syndic en Île-de-France - Pratiques des cabinets et implication dans les politiques publiques
- 6 novembre 2024 Franziska Barnhusen, Gaëtan Brisepierre (Cabinet GBS), Anne-Claire Davy, Claire Juillard (OGGI Conseil), Sylvaine Le Garrec (Consultante)
- Ruptures des contrats d'apprentissage en Île-de-France - Mesurer, qualifier et prévenir - 26 septembre 2024 - Saïda Mousaid
- Parcs naturels régionaux et économie circulaire - Analyse expérimentale du métabolisme des Parcs naturels régionaux franciliens - 24 septembre 2024 - Léo Mariasine, Julie Missonnier, Martial Vialleix, Cristina Lopez
- Les anciennes carrières souterraines en Île-de-France - Entre risques et opportunités d'aménagement - 12 septembre 2024 - Ludovic Faytre, Lisa Gaucher
- Soutenir l'accès au logement des jeunes en voie d'insertion professionnelle - État des lieux en Île-de-France 5 septembre 2024 - Corinne de Berny Riche, Anne-Claire Davy
- L'apprentissage en Île-de-France - État des lieux et dynamique récente - 24 juillet 2024 - Saïda Mousaid, Benoît Chardon
- Adapter l'Île-de-France à la chaleur urbaine - acte 2 Identifier les zones à effet d'îlot de chaleur urbain (ICU) et établir leur degré de vulnérabilité afin de mieux anticiper (mise à jour 2022) - 27 juin 2024 - Erwan Cordeau, Marine Dore
- Restaurer les continuités écologiques en Île-de-France - Description de secteurs prioritaires - 27 juin 2024 - Nicolas Cornet
- L'écosystème des transports en commun en Île-de-France - 120 000 emplois au service des Franciliens et de la mobilité durable - 23 mai 2024 - Vincent Gollain, Dany Nguyen-Luong, Jérôme Bertrand
- Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France - Premiers résultats de l'enquête 2023 - 08 février 2024 - Hélène Heurtel
- Développement des énergies renouvelables et de récupération dans le Val-d'Oise - État des lieux et potentiels - 12 novembre 2024, Thomas Hemmerdinger, Dylan Pottier, Dounia Yassin, Alizée Destombes
- Agriculture et biodiversité Mobiliser et favoriser la biodiversité dans les systèmes agricoles - avril 2024 - Olivier Renault
- Enquête mobilité Moov'Hanoi 2024. Rapport final. 1<sup>er</sup> septembre 2024 - Dany Nguyen-Luong
- CPER 2121-2027 Île-de-France, rapport environnemental - mars 2024 - Léo Mariasine, Martial Vialleix
- Le métabolisme de la région Île-de-France en 2021 : mise à jour du bilan de flux de matières francilien et modélisation de flux ciblés - CitéSource pour L'Institut Paris Region - Léo Mariasine, Martial Vialleix - octobre 2024

## **Note rapide**

- Mobilités loisirs et tourisme : pratiques actuelles en mass transit et nouveaux défis, n° 1001, Jérôme Bertrand, Dany Nguyen-Luong, Agnès Grisoglio (Mass Transit Academy), Aurore Fabre-Landry (Sustainable Mobilities), Ketty Faivre-Tchang (Transilien SNCF Voyageurs), Romain Albera (Transilien SNCF Voyageurs), Eva Tchakgarian (Transilien SNCF Voyageurs), Thippaphone Khenmingmongkhon (Transilien SNCF Voyageurs), Simone Abou Samra (Transilien SNCF Voyageurs), Joël Constant (Hove), Stéphane Mastalerz (Hove), janvier 2024
- Des voies rapides multimodales pour décarboner et décongestionner le réseau routier francilien, n° 1002, Élie Guitton, Dominique Riou, Florian Tedeschi, février 2024
- Le hors-site, une opportunité pour la construction durable ?, n° 1003, Lisa Gaucher, Madeleine Noeuvéglise, février 2024
- Les salons franciliens, un modèle économique challengé par les mutations, n° 1004, Vincent Gollain, Corinne Moreau (Promosalons), Bérengère Bonnet (Promosalons), Raphaële Neveux (Unimev), Nabila Kocheida (Unimev), Emmanuel Rodier (CCI Paris Île-de-France), Jean-Marie Nays (CCI Paris Île-de-France), mars 2024
- Les tendances alimentaires face aux crises : entre espoirs du « monde d'après » et réalités, n° 1005, Laure de Biasi, Léo Mariasine, Léa Weingart, mars 2024
- L'adoption de la voiture électrique entre dans une nouvelle phase, n° 1006, Dany Nguyen-Luong, mars 2024
- Mobilité électrique et smart grid : quel potentiel actuel ?, n° 1007, Frédérique Prédali, Florian Tedeschi, mars 2024
- Réussir l'aménagement des quartiers de gare : vers une stratégie « TOD » pour l'Île-de-France ?, n° 1008, Stéphan Bove, Benoît Cornut, avril 2024
- Successfully developing the station areas: toward a "tod" strategy for Île-de-France?
- Les intercommunalités franciliennes se saisissent de la santé, n° 1009, Tanguy Le Goff, Catherine Mangeney, Anaïs Sadji, avril 2024
- L'impact urbain des Jeux de Paris 2024 : comment mener la démarche évaluative après l'événement ?, n° 1010, Agnès

Parnaix, juin 2024

- Silver tech francilienne : start-up et grands groupes métamorphosent les perspectives du bien vieillir, n° 1011, Valérie Constanty, Titouan Levard (Silver Valley), juin 2024
- Les trajectoires de décarbonation du transport fluvial dans le bassin de la Seine, n° 1012, Antoine Beyer, Olivier Burel (VNF), Juliette Duszynski (VNF), Thomas Hemmerdinger, juillet 2024
- Le télétravail appose sa marque sur le territoire, n° 1013, Pascale Leroi, François Michelot, juillet 2024
- Le Parc naturel urbain des Trois Vallées : un projet de territoire pour restaurer un écosystème humanisé, n° 1014, Paul Lecroart, Maximilian Gawlik, septembre 2024
- Le syndic de copropriété : un intermédiaire en devenir pour la rénovation énergétique, n° 1015, Franziska Barnhusen, Anne-Claire Davy, Gaëtan Brisepierre (Cabinet GBS), septembre 2024
- Les centrales solaires au sol, nouveaux objets des paysages franciliens, n° 1016, Dounia Yassin, Thomas Hemmerdinger, novembre 2024
- Le bois devient-il compétitif sur le marché francilien de la construction ?, n° 1017, Franziska Barnhusen, novembre 2024
- Transformation du métabolisme régional : l'Île-de-France est-elle plus circulaire qu'avant ?, n° 1018, Vincent Augiseau (Président de CitéSource), Léo Mariasine, Martial Vialleix, Tidiane Gaye, décembre 2024
- Horaires atypiques, pénibilité physique et télétravail : ces conditions d'emploi influent-elles sur la pratique sportive des Franciliens ?, n° 1019, Laure Thévenot, décembre 2024
- Plus d'un quart des amphibiens et des reptiles menacés d'extinction en Île-de-France, n° 1020, Hemminki Johan, décembre 2024
- Le paysage intercommunal francilien, entre stabilité et ambition modérée, n° 1021, Valentin Sauques, décembre 2024

## Les Notices de l'Ordif

- 5,6 millions de tonnes collectées : baisse des déchets ménagers en Île-de-France  
Le bilan régional de l'année 2022, mai 2024
- Financement du service public de gestion des déchets : quelle situation en 2022 ?  
État des lieux francilien, juillet 2024
- Référentiel régional des coûts du service public de prévention et de gestion des déchets en Île-de-France  
Données 2022, novembre 2024
- Les déchets inertes en Île-de-France  
Données 2022, novembre 2024
- Rapport d'évaluation du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) d'Île-de-France - Données 2022, novembre 2024
- Déchets dangereux : des chiffres stables  
Notice de l'ORDIF, décembre 2024

## Focus Santé

- L'épidémie de VIH en Île-de-France  
État des lieux et données inédites de l'étude Coincide, mars 2024
- Vaccination, opinions et pratiques en Île-de-France  
Résultats de l'enquête du Baromètre de Santé publique France 2021 et évolution depuis 2005, juin 2024
- Les maladies à transmission vectorielle : enjeux sanitaires pour l'Île-de-France, juillet 2024
- Où s'installent les médecins libéraux en Île-de-France  
Quels enseignements pour le zonage médecins ?, septembre 2024
- L'accessibilité spatiale aux médecins généralistes

- Quelle évolution ? quel indicateur retenir ?, novembre 2024
- Questions de santé mentale en Île-de-France  
16 ans d'évolution à partir des Baromètres de Santé publique France, décembre 2024

## Les Cahiers

- « Vieillir et alors ? », *Les Cahiers*, n° 182, Septembre 2024

## Les Carnets pratiques

- Accueillir la biodiversité dans son jardin - *Les carnets pratiques* n° 15, Jonathan Flandin, Lucile Dewulf, avril 2024
- (Re)développer les activités productives dans les régions métropolitaines - *Les carnets pratiques* n° 16, Thierry Petit, novembre 2024

## Chroniques web

- Chronique de la fiscalité locale n° 12 Finances locales 2024 : regard francilien sur les dernières lois  
08/02/24 | Valentin Sauques
- Chronique des crues et inondations en Île-de-France, n° 2 Inondation et évacuation : enquête sur les perceptions et comportements des Franciliens  
21/03/24 | Ludovic Faytre, Samuel Rufat (CY Cergy Paris Université)
- Chronique de la fiscalité locale n° 13 Fortes tensions sur les budgets 2024 des collectivités franciliennes : focus sur les Départements et la Région  
02/05/24 | Valentin Sauques
- Chronique de la data et de l'innovation n° 1 Quand l'intelligence artificielle révolutionne l'information géographique  
23/05/24 | Michel Médic, Corinne Ropital, Dounia Yassin
- Chronique de la fiscalité locale n° 14 Fortes tensions sur les budgets 2024 des collectivités franciliennes : focus sur le bloc communal  
23/05/24 | Valentin Sauques
- Chronique de la data et de l'innovation n° 1 La datavisualisation, un savant cocktail d'expertises  
06/05/24 | Laurie Gobled, Martin Omhovère
- Chronique de l'économie circulaire n° 2 Tarification incitative : quelles nouvelles opportunités pour les territoires ?  
13/06/24 | Aurélie Tupek
- Chronique de la fiscalité locale n° 15 Alerte sur les finances des collectivités franciliennes : un modèle de financement en question  
26/09/24 | Valentin Sauques
- Chronique de l'économie circulaire n° 3 Taxe générale sur les activités polluantes majorée : le coefficient régional publié  
16/12/24 | Aurélie Tupek

## Tableaux de bord

- Tableau de bord du fret et de la logistique (embarqué dans OFELIF)  
23/03/24 | Antoine Beyer
- Tableau de bord des Télécoms en Île-de-France  
24/04/24 | Daniel Thépin, Frédéric Prévost
- Baromètre du boulevard périphérique parisien  
04/12/24 | Dany Nguyen Luong, Jérôme Bertrand, Jérémie Courel, Benoît Cornut
- Mises à jour mensuelles

- Tableau de bord de la mobilité en Île-de-France  
Tous les mois (tous les deux mois depuis 2025) | Dany Nguyen  
Luong, Jérôme Bertrand, Jérémie Courel, Benoît Cornut
- Tableau de bord des chiffres clés du ROSE (consommations énergétiques, émissions de GES, productions énergétiques) Juin 2024 | Dylan Pottier
  - Panorama annuel des installations franciliennes de méthanisation (embarqué dans Prométha) 22/04/2024 | Alizée Destombes

## Diaporamas, présentations

- Diagnostic sur le para sport à Rufisque (Sénégal), août 2024.
- Perspectives financières et budgétaires des collectivités franciliennes, commission budget et finances du CESER, octobre 2024
- Conditions de vie des élèves et étudiants en formations sanitaires et sociales en Île-de-France, novembre 2024.
- Gouvernance des transports en Île-de-France, formation des commissaires enquêteurs du PDMIF, décembre 2024.
- Stratégies de lutte contre la chaleur en ville, formation du CNFPT, novembre 2024
- Service climatique urbain chaleur et santé – Atelier n° 2, programme H2C, Erwan Cordeau & al., mai 2024.
- Cartoviz ZIP – Cartographies interactives du risque inondation en Île-de-France, Simon Carrage & Julien Tanguy (DRIEAT), 2024.
- Atlas régional du risque feu de forêt en Île-de-France, Copil n° 3, Simon Carrage, juin 2024
- Abris climatiques à moins de 10 minutes, action 1.1 du PRACC, Erwan Cordeau & al., juillet 2024
- Adapter nos territoires face aux aléas climatiques, 45<sup>es</sup> Rencontres de la FNAU à Saint-Omer, Erwan Cordeau & Ludovic Faytre, octobre 2024
- Fonctionnalités métropolitaines et transitions – Territoires ruraux et transitions, Christian Thibault & Julie Missonnier, décembre 2024
- Circuits de distribution des produits locaux en Île-de-France, présentation aux services de la Région, Laure de Biasi, juillet 2024
- Métabolisme régional francilien – Restitution et modélisations de flux, Léo Mariasine, février 2024
- Schéma régional des carrières – Évaluation environnementale stratégique, Copil du SRC, Léa Weingart, Marie Carles, Martial Vialleix, novembre 2024
- Schéma environnemental des berges estuariennes de la Seine, restitution au Gipsa, Manuel Pruvost-Bouvattier, décembre 2024

## Les Chiffres clés

- Chiffres-clés 2024 de l'Île-de-France, Yves Burfin, Vincent Gollain, Christine Tarquis, Halil Ozturk, Karl Pancarte

## Infographies

- Les cancers en Île-de-France : évolutions et disparités territoriales. Journée mondiale des cancers 4 février 2024.
- La vaccination en Île-de-France : connaissances et opinions en 2021 - Semaine européenne de la vaccination avril 2024.
- Les tentatives de suicide en Île-de-France : Hospitalisations pour geste auto-infligé, 2024.
- L'épidémie de coqueluche en 2024 en Île-de-France Prévention, vaccination, hospitalisation. ORS avec Santé publique France, 2024.
- Les chiffres clés du VIH/SIDA en Île-de-France, la dynamique de l'épidémie. À l'occasion du 1<sup>er</sup> décembre 2024.

## Cartothèque

- L'immobilier Life science en IDF – Une offre en développement, connectée aux équipements hospitaliers et scientifiques – 3 octobre 2024
- Réseau routiers et transports en commun et en IDF – cartographie thématique régionale – 1<sup>er</sup> octobre 2024
- L'offre de locations saisonnières en IDF – situation à la veille des JOP Paris 2024 – 18 juillet 2024
- Ça Mousse en IDF – Carte Hors-série – 11 juin 2024
- État des lieux des projets hydrogène au 1<sup>er</sup> janvier 2024 – 4 mars 2024

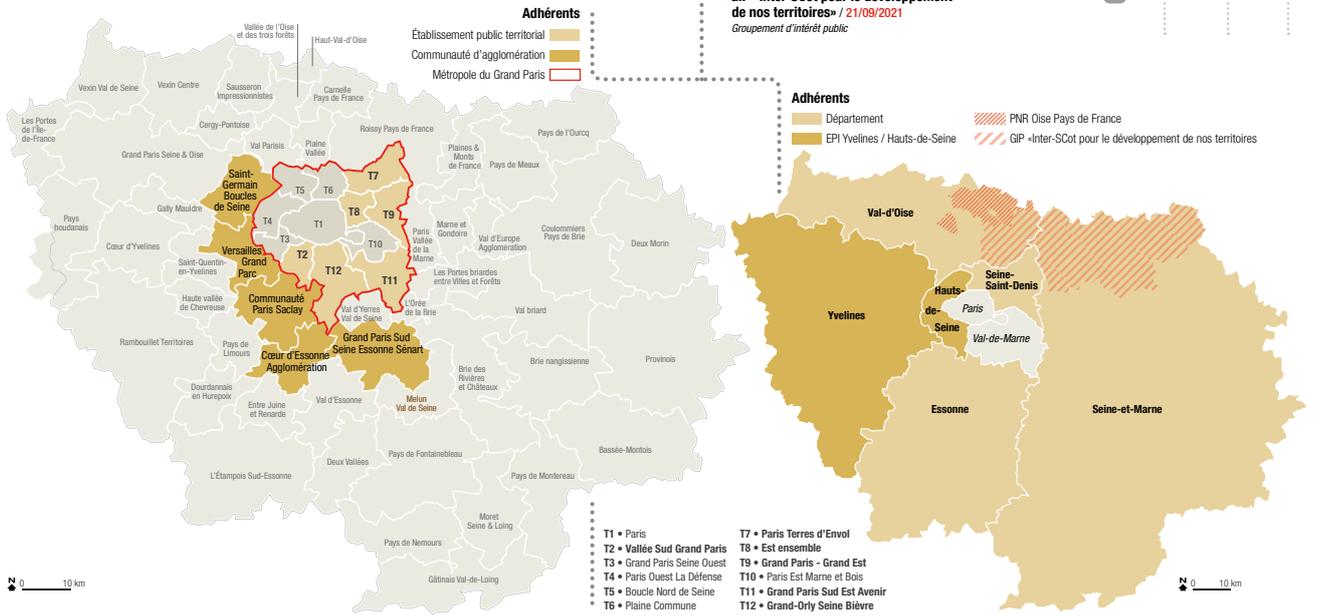
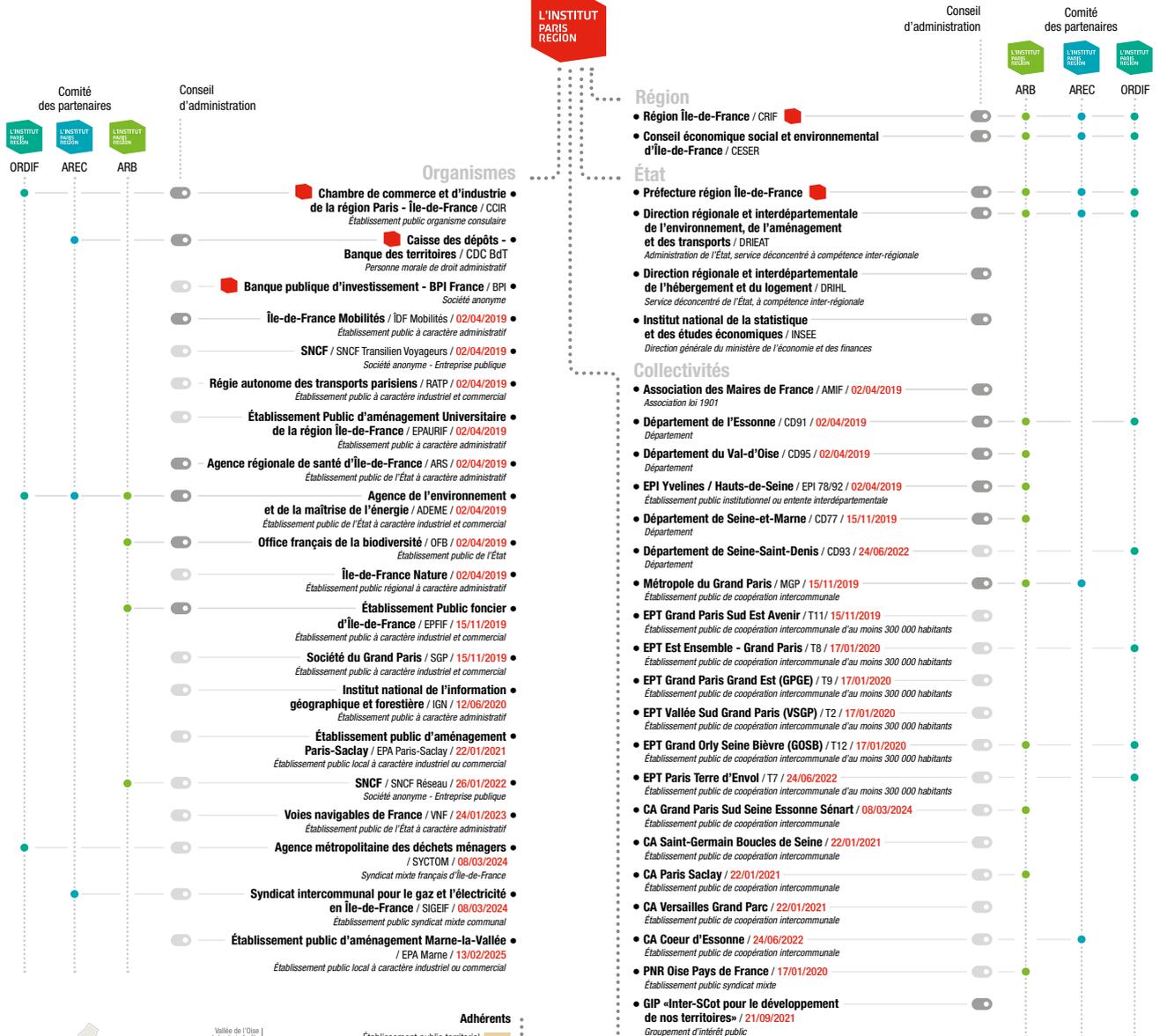
## Cartoviz, cartes interactives

- État de santé de la population dans un territoire donné : canton, intercommunalité, département – 30 septembre 2024
- Mouvement de terrain – 150 ans d'espaces verts aménagés sur les zones d'anciennes carrières en IDF – 12 septembre 2024
- Chaleur en ville – identifier les zones à effet d'ICU – 23 juillet 2024
- Energif – Données du Réseau d'observation de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre en IDF – 26 juin 2024
- Construction bois et biosourcées – 19 juin 2024
- Profils socio-sanitaires des communes – 14 affiches thématiques par commune – 18 juin 2024
- Toilettes fertiles – séparation à la source des excréments : panorama et retours d'expériences – 5 mars 2024
- La logement en IDF – caractéristiques du parc, construction et coût – 1<sup>er</sup> mars 2024
- Rénovation énergétique des copropriétés – 1<sup>er</sup> janvier 2024
- Outils mis à jour ORS : Intersanté, la carte interactive de la santé des franciliens, oct 2024

## Webinaires, replays et podcasts

- Fabrique sobriété #27 webinaire : 26/01/2024
- Fabrique sobriété #28 webinaire : 29/03/2024
- Fabrique sobriété #29 webinaire : 4/10/2024
- L'éolien en IDF : état des lieux, perspectives et retours d'expériences : 8/10/2024
- Les Générateurs Île-de-France : bilan annuel, témoignages et perspectives – 15 novembre 2024
- Webinaire Sortie du carnet pratique - semaine de l'industrie - 22/11/2024
- L'éolien en IDF : état des lieux, perspectives et retours d'expérience
- Webinaire du ROSE - Consommations, émissions et productions : chiffres et tendances – 27 juin 2024
- Club Hydrogène Île-de-France : Aides européennes et régionales – 1<sup>er</sup> mars 2024
- Cycle AREC / Améliorons la ville - Rénovation énergétique des bâtiments tertiaires – 18 septembre 2024
- Cycle AREC / Améliorons la ville - Optimisation du mix énergétique – 5 juin 2024
- Cycle AREC / Améliorons la ville - Réussir le contrat de performance énergétique dans les bâtiments tertiaires – 13 mars 2024
- Cycle de webinaires « Les fausses bonnes idées »
- Cycle de webinaires « Une saison, un taxon »
- Webinaire Comment les agriculteurs favorisent et mobilisent le vivant ? – 30 avril 2024
- Webinaire JMZH en Île-de-France - Les mares dans les territoires 27 février 2024
- Rencontres Ecojardin 2024 - 31/01/2024
- Rencontre régionale des gestionnaires d'espaces naturels en IDF - 12 et 13/09/2024
- Rencontres naturalistes d'IDF 2024 - 30/11/2024

# MEMBRES



# LES MEMBRES DE L'INSTITUT PARIS REGION

AU 1<sup>er</sup> JUIN 2025



**Présidé par Valérie Péresse,  
Présidente de la Région Île-de-France,  
L'Institut comprend quatre collèges :**

## **Collège Région (17 voix)**

- Valérie Péresse, présidente de la Région Île-de-France et 13 conseillers régionaux
- Valérie Müller, présidente du Ceser et 2 conseillers

## **Collège État (4 voix)**

- Marc Guillaume, préfet de la Région Île-de-France, préfet de Paris
- La direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports
- La direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement
- La direction régionale de l'Insee

## **Collège collectivités (7 voix)**

- L'Association des maires d'Île-de-France (Amif)
- La CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart
- La CA Paris-Saclay
- La CA Saint-Germain Boucles de Seine
- La CA Versailles Grand Parc
- Cœur d'Essonne Agglomération
- Le conseil départemental de L'Essonne
- Le conseil départemental de Seine-et-Marne
- Le conseil départemental de Seine-Saint-Denis
- Le conseil départemental du Val-d'Oise
- L'établissement public interdépartemental Yvelines - Hauts-de-Seine
- L'EPT Est Ensemble – Grand Paris
- L'EPT Grand Orly Seine Bièvre
- L'EPT Grand Paris – Grand Est
- L'EPT Grand Paris Sud Est Avenir
- L'EPT Paris Terres d'Envol
- L'EPT Vallée Sud – Grand Paris

- GIP Roissy-Meaux aéroport
- La Métropole du Grand Paris
- PNR Oise Pays de France

## **Collège organismes (7 voix)**

- EpaMarne
- L'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe)
- L'agence régionale de santé d'Île-de-France (ARS)
- BPI France
- La chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France
- La direction régionale de la Banque des Territoires
- L'établissement public d'aménagement Paris Saclay
- L'établissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-France (EPAURIF)
- L'établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF)
- Île-de-France Mobilités (IDFM)
- Île-de-France Nature
- L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)
- L'office français de la biodiversité (OFB)
- RATP
- La Société des grands projets (SGP)
- SNCF Réseau
- SNCF Transilien
- Le Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (SIGEIF)
- Le Syndicat mixte central de traitement des ordures ménagères (SYCTOM)
- Voies navigables de France (VNF)



**Retrouvez les membres  
de l'association  
sur notre site internet :**  
<http://bit.ly/aglinstitut>

# RAPPORT D'ACTIVITÉS

DE L'INSTITUT PARIS REGION



**L'INSTITUT PARIS REGION**  
ASSOCIATION LOI 1901

CAMPUS PLEYAD - PLEYAD 4 - 66-68 RUE PLEVEL - 93200 SAINT-DENIS

ISSN 3000-8328  
ISSN ressource en ligne 2267-3865  
ISBN 978-2-7371-2403-7